

HUSSEIN RAGHIB

ANCIEN DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA PRESSE

A ANGORA.

LE MOUVEMENT NATIONAL TURC

ET

MUSTAPHA KEMAL PACHA

PARIS 1922

Prix : 5 fr.

HUSSEIN RAGHIB

ANCIEN DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA PRESSE

A ANGORA.

LE MOUVEMENT NATIONAL TURC

ET

MUSTAPHA KEMAL PACHA

PARIS 1922

HÜSEYİN RAGİP

BAŞKENTİ MİLLÎ MÜHÜRÜ

1911

İ. MÖVİMENT NÂTİQAL TÜRÜ

II

MUSTAFA KEMAL PAŞA

1911

BÜYÜK ELÇİ
MERHUM HÜSEYİN RAGİP
BAYDUR VAKFIDIR

AVANT - PROPOS

Cet ouvrage qui est l'historique succinct du mouvement national a été écrit quelque temps avant la grande victoire turque en Anatolie.

Cette victoire que nos amis considèrent avec plaisir comme une revanche et nos ennemis comme un coup de l'adversité, n'est en réalité pour nous autres Turcs, que le Devoir accompli, le devoir sacré de tout peuple sain et digne de faire respecter son honneur, son foyer et son indépendance. Et c'est pour cela que notre joie est calme et notre conscience tranquille.

Après cette manifestation de notre droit, cet ouvrage aurait dû être inutile... Mais hélas, par nos propres expériences, nous savons qu'il ne suffit pas de vaincre même l'impérialisme le plus monstrueux et d'avoir pour soi la victoire, le droit et la justice pour faire cesser la lutte.

Il est au monde certains gouvernements auxquels, malheureusement pour l'humanité, il faut encore expliquer non seulement, le droit et le devoir qu'a chaque peuple de défendre son foyer, son pays envahi, son indépendance asservie et ses enfants égorgés; mais encore il faut leur démontrer l'horreur qu'il y a à verser le sang innocent, par orgueil et par impérialisme.

H. R.

L'OCCUPATION MILITAIRE DE CONSTANTINOPLE

(16 mars 1920.)

Comme chaque matin, ce jour-là je me trouvais, à dix heures, sur le débarcadère de Scutari pour prendre le bateau de Stamboul. Tout de suite, je remarquais parmi la foule qui comme moi attendait, un air de malaise, un silence gêné, une frayeur mal dissimulée. Au milieu d'un calme lugubre on se chuchotait de bouche en bouche quelque chose, et c'était sûrement une mauvaise nouvelle.

D'abord, je n'ai pas voulu y attribuer une grande importance, car vraiment que pouvait-on voir si ce n'est de la douleur sur le visage des habitants d'un pays occupé militairement, outragé, insulté chaque jour, d'un pays devenu la scène de la misère et du malheur.

Pourtant, j'ai fini par comprendre qu'aujourd'hui, il y avait quelque chose de plus horrible que le malheur, et sur le bateau j'ai eu la clef de l'énigme : Un ami s'est approché de moi et m'a soufflé à l'oreille : « Sais-tu la nouvelle ? On occupe aujourd'hui militairement Constantinople. Hier soir, ils ont occupé les casernes et tué nos soldats endormis... Après minuit, il y a eu beaucoup d'arrestations ! »

Tout d'abord, je n'ai pas pu saisir la portée de cette nouvelle. Mais Constantinople n'est-elle pas occupée depuis que la flotte des Alliés (au lendemain de l'armistice) avec l'Averof dans ses rangs était embossée à l'entrée du Bosphore, telle une forteresse surgie des eaux... et que l'armée d'occupation, en envahissant la ville, ne s'était pas contentée d'occuper des casernes, des écoles et d'autres

locaux de l'Etat, mais encore avait chassé de chez eux tous les propriétaires des grands immeubles pour y loger ses innombrables soldats de toutes couleurs ! Et voilà un an que les canons de ces forteresses d'acier sont tournés vers la capitale, que ces soldats dont les plus acharnés sont les Grecs (et pourtant, alors, nous n'étions pas en guerre avec la Grèce) se promènent ivres et agressifs dans les vieilles rues paisibles de Stamboul, en jetant partout l'effroi et le malheur.

Depuis que les grandes puissances s'étaient chargées de sa police et de sa sécurité, Constantinople, la ville paisible qui depuis des siècles vivait tranquille et heureuse, était devenue la scène de la plus effroyable anarchie, de la plus abjecte tyrannie et où, à partir de huit heures du soir, il était impossible de sortir... tant l'ordre régnait !

Et je me demandais ce qu'on allait encore occuper à Constantinople ? Que restait-il aux Turcs qui pût être occupé ? Depuis un an leurs habitations, leur religion, leur presse, leurs actes, leur dignité, leur droit, leur vie même, tout était à la merci des Alliés, surtout à la merci des haines venimeuses des minorités ! jamais on n'avait vu pareille tyrannie, pareille cruauté... alors, quoi encore ?

Vingt minutes plus tard, lorsque le bateau s'est approché du port, alors j'ai compris qu'on pouvait toujours, ajouter des atrocités, même à la plus cruelle des tyrannies.

A notre grande stupéfaction, près du pont, nous avons vu un cuirassé anglais dont les canons étaient braqués sur Stamboul, vers la mosquée de Yeni-Djami située à cinquante mètres environ du pont. Des deux côtés du pont, des soldats noirs armés montaient la garde avec des mitrailleuses.

Bien entendu, toutes les boutiques, tous les magasins étaient fermés. Dans les rues désertes, nul passant, si ce n'est des soldats alliés. Partout le silence, une atmosphère lugubre... Voir la vie d'une grande ville de trois millions d'habitants suspendue d'un seul coup... c'est quelque chose d'effrayant. On sentait partout planer la frayeur de la prison, de l'exil et même de la mort... Et j'avoue que

c'est avec un frisson glacé dans tout mon être que je me suis rendu à mon journal.

Là, je décroche le téléphone, il ne marche pas ! Pour avoir des nouvelles de mes amis, je veux envoyer une dépêche, là encore, impossible, car la poste, aussi, est occupée et fermée.

Et un peu plus tard on m'a dit que j'avais pris le dernier bateau... Après moi, tous les bateaux ont été arrêtés. Alors, il y a eu cette chose qu'on peut croire impossible : tout Constantinople est sans communications... personne ne peut avoir des nouvelles de ses amis.

Et pendant ce temps-là, on opérait les arrestations. Un à un les événements des dernières vingt-quatre heures se précisent et se propagent.

Le haut commandant ayant décidé (d'après les ordres reçus) d'occuper militairement Constantinople, avait commencé par envoyer, à minuit, les soldats anglais occuper les casernes de Chehzadé-Bachi. Là, après avoir tué la sentinelle et le caporal qui était accouru au cri de cette dernière, ils pénétrèrent dans la caserne et ouvrirent le feu sur les soldats endormis. La plupart furent tués, et quelques-uns blessés grièvement. Dans la salle voisine, il y avait quinze soldats attachés à la musique du bataillon ; malgré les protestations du sergent qui expliquait aux assassins que ces soldats étaient de la musique, par conséquent du service non armé, les Anglais les emportèrent dans la cour, et ils les fusillèrent. Et cette nuit, toutes les casernes furent ainsi occupées. Après les casernes, ce fut le tour de nombreuses écoles et des palais nationaux. Après minuit, les arrestations commencèrent, les soldats anglais noirs et blancs, armés jusqu'aux dents, se promenaient dans les rues. Quelquefois, ils se ruaient dans une demeure, et tout en emmenant les hommes, ils battaient, brutalisaient les femmes et pillaient la maison. Ils ont ainsi enlevé Tchuruk Soulou Mahmoud Pacha, sénateur. Essad Pacha, professeur à la Faculté de médecine fut roué de coups jusqu'à évanouissement, et emmené en chemise sans qu'on lui laisse le temps de s'habiller ; ils

commirent la lâcheté atroce de battre à coups de crosse sa fille enceinte qui pleurait.

Ils arrêterent à la Chambre des députés même, Raouf Bey et Vassif Bey, députés de Sivas...

Ceux qu'on arrêtaient n'étaient pas seulement des chefs nationalistes, des hommes d'Etat, mais des députés, des sénateurs, des professeurs, des médecins, et puis des boutiquiers, des portefaix, n'importe qui, tous ceux qu'un Grec ou un Arménien rancunier dénonçait à l'oreille d'un policier anglais.

Et ces arrestations ont duré des jours et des jours jusqu'à ce que les prisons remplies, les cuirassés bondés ne puissent plus les recevoir. Et alors, on commença de les envoyer en exil à Malte.

Une question se pose naturellement. Pourquoi toutes ces arrestations, ces brutalités, ces cruautés ? Qu'avait-on à reprocher à ces malheureux et pauvres Turcs qui souffraient en silence... à ces Turcs calmes et doux, même dans leur douleur et leur misère ?...

Est-ce qu'il y avait un complot contre les Alliés, une révolte, un danger pour la sécurité de leur vie ? Quoi ? Rien du tout !... Non, il n'y avait rien qui pût compromettre la sécurité de personne. Mais il plaisait aux vainqueurs de montrer par ces actes leur autorité et leur force. Et c'est pour cela qu'ils brutalisaient, tuaient, et exilaient des gens désarmés.

Deux jours plus tard, pendant une séance à la Chambre des Députés, les Anglais entrèrent et demandèrent le vice-Président, le Président avait dû fuir pour ne pas être arrêté. Quelques minutes plus tard, le vice-Président rentra dans la salle et annonça la plus monstrueuse injustice : « J'ai la douleur, dit-il, de vous annoncer que des policiers anglais sont venus pour arrêter trois de nos collègues et plus chers camarades : Cheref Bey, Faïk Bey, députés d'Andrinople et Nouman Effendi député de Constantinople. »

Ce fut le dernier coup de honte et de douleur pour les pauvres députés... Venir arrêter les représentants de la

Nation à la Chambre même, parmi leurs collègues... et cela accompli par les Anglais, par ceux qui ont le plus ancien Parlement du monde et qui devaient comprendre mieux que quiconque les droits des mandataires du pays!..

D'abord, les députés ne voulurent pas livrer leurs camarades. Ils préférèrent se faire arrêter en masse. Mais Cheref Bey se leva et d'une voix posée leur dit : « Non, mes amis, nous ne voulons pas accepter votre sacrifice, car il ne servirait qu'à faire augmenter la pression haineuse de l'ennemi. Il faut que vous restiez et que vous travailliez à sauver le pays ». Et les députés, devant cette insulte faite à la liberté sacrée de leur Parlement, devant l'arrestation si douloureuse de leurs camarades, ne purent que pleurer de honte et d'indignation...

DERNIÈRE SÉANCE A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DE STAMBOUL

(Procès-verbal officiel — 18 mars 1920.)

RIZA NOUR BEY (Sinope). — Messieurs, Nous avons le malheur de vivre des moments douloureusement historiques. Jamais plus grand malheur ne s'est abattu sur cet Empire, sur cette nation ! La capitale ottomane, siège du Khalifat musulman se trouve aujourd'hui transférée sous la domination armée des puissances étrangères. Rien n'existait qui motivât ce nouvel état de choses. Le parlement ottoman fut vidé. Nos camarades les députés Raouf, Vassif, Faïk, Cheref Beys et Nouman Effendi furent arrêtés de force dans le palais même du Parlement sur l'ordre du commandement du corps d'occupation militaire. Cela est tout à fait contraire au droit constitutionnel et au droit international.

Comme il n'est pas possible qu'un Parlement qui ne jouit pas de la totalité de sa liberté de conscience et d'opinion puisse prendre une décision, nous protestons contre cette atteinte portée à l'immunité des représentants de la nation ottomane. Nous exprimons le souhait que cette protestation soit portée à la connaissance des Parlements du monde entier, spécialement à celle du Parlement

britannique qui est à juste titre considéré comme le précurseur de tous les autres et des Parlements français et italien, lesquels furent plusieurs fois, la scène d'événements historiques plus ou moins similaires.

C'est tout ce que nous pouvons faire aujourd'hui pour remplir le devoir national qui nous incombe. Telles sont les raisons qui motivent la proposition formant l'objet de la motion que nous présentons.

Comme un document national, nous la confions, cette motion, à l'Histoire !

LE PRÉSIDENT. — Je vous prie de donner lecture de la motion.

« D'après l'article VII de la Constitution ottomane, les traités de paix ou de commerce, d'annexion ou de cession de territoire, et les traités concernant les droits essentiels et les statuts personnels des ressortissants ottomans ou occasionnant des dépenses à l'Etat, doivent être soumis à l'approbation du Parlement.

Attendu que des événements extraordinaires se sont produits dans la capitale de l'Empire, siège du Khalifat musulman, et que les privilèges d'immunité reconnus aux représentants nationaux dans tous pays civilisés sont abolis, le Parlement ottoman, qui a été réuni pour remplir un douloureux devoir à la suite de la guerre générale qui s'est terminée dans des conditions très déplorables pour notre pays, ne voit pas comment pourrait s'accorder l'exercice du mandat de député avec les exigences de la situation actuelle.

Nous proposons donc la remise des séances publiques en attendant qu'une situation favorable se produise, permettant l'exercice de ce mandat avec toute la liberté de conscience et d'opinion nécessaires. »

LE PRÉSIDENT. — Tout le monde s'est-il bien rendu compte du contenu de la motion ?

— Oui, oui, aux voix !

SELAHEDDINE BEY (Stamboul). — Il y a unanimité !...

LE PRÉSIDENT. — Oui, la remise des séances publiques est adoptée à l'unanimité.

OUVERTURE DE LA GRANDE ASSEMBLÉE NATIONALE D'ANGORA

(23 avril 1920.)

Les rues toujours si silencieuses et si mornes d'Angora palpitent aujourd'hui d'une vie inaccoutumée. Les pavés mal joints frémissent sous les innombrables coups de talons qui les frappent. Les portes de bois vermoulu s'entr'ouvrent pour montrer des visages curieux de femmes à demi-voilées. Devant les fontaines, les jeunes filles, tout en emplissant leurs cruches, s'entre-tiennent avec animation.

Toute la ville est en émoi. Les hommes se sont tous rendus à la grande mosquée de Hadji Baïram Veli... Là il y a foule ; une dizaine de Hodjas lisent les textes sacrés du Coran de leur voix chantante et si triste. Aux premiers rangs, une cinquantaine de personnes groupées autour d'un jeune général blond et svelte attirent l'attention de la foule... D'ailleurs toute la cérémonie d'aujourd'hui est en leur honneur. Ce sont les députés de la nouvelle assemblée nationale qui siègera à Angora..

Les nouveaux députés sont bien tristes... Avec quelle immense mélancolie ils lèvent la main au ciel pour prier. Ils ont l'air lointain et inspiré... de vrais croyants, de ceux qui jamais ne connurent le scepticisme.

Après la prière ils se rendent, en commun, au local de l'Assemblée qui se trouve au centre de la ville... De nou-

veau les pavés résonnent, les grandes portes s'entr'ouvrent. Aux fenêtres sans grillage se montrent des visages curieux de femmes. Dans les bazars, tous les commerçants à barbe blanche et à tartan brodé se placent devant leurs minuscules boutiques tout en égrenant leurs chapelets pour saluer les députés.

Devant la Chambre, Mustapha Kemal Pacha, le jeune et blond général s'arrête et se retourne encore une fois... Devant lui, Angora s'étage en pyramide et montre, dans toute sa pauvreté, ses maisons de bois noirci, ses rues tortueuses, ses immenses ruines, ses monceaux de cendres. Et tout autour de l'antique cité, plus haut, comme une couronne glorieuse sur un champ de morts, ses magnifiques forteresses, derniers vestiges de l'ancien empire. Mustapha Kemal Pacha regarde tout cela... Mais le voit-il ? N'est-ce pas plutôt la patrie entière qu'il regarde avec des yeux si tristes... La patrie déchirée, toute sanglante... la pauvre Anatolie... ruinée, pillée, brulée, le peuple turc massacré, déshonoré, asservi... Tout l'écroulement, enfin, d'un empire qui depuis sept siècles n'a connu que gloire et honneur... Il voit Constantinople enchaîné par les Anglais, le gouvernement vendu, le Khalife prisonnier... Adalia occupé par les Italiens, la Cilicie occupée par les Français, Smyrne et la Thrace déshonorées par l'occupation grecque. Il voit les bûchers où l'on brûle ses frères... Il voit tout le deuil et le déshonneur national... Il voit l'immense malheur du peuple, il entend l'infini sanglot de ceux qu'on massacre, leur douloureuse supplication, leur prière. Et dans ses yeux brille toute la flamme qui brûle le pays, toute la douleur, et aussi toute la sainte rancune.

Et il entre à la Chambre. Il est presque seul avec ses cinquante collègues... Mais il est fort, avec l'énergie fougueuse et tout le patriotisme ardent accumulés en lui ; il est invulnérable par son désir tenace de sauver le pays, par sa volonté et surtout par sa foi en lui-même. Et quelques minutes plus tard lorsqu'il prononcera son discours d'ouverture, tous ceux qui l'écouteront sentiront qu'il est de force, non seulement à lutter, mais à vaincre ; ce jeune

homme svelte, blond et pâle... est celui qui sauvera le pays... Et tout ceux qui l'entendent auront foi en lui.

L'Assemblée nationale est ouverte... l'Assemblée qui doit lutter contre toute l'Europe liguée contre elle... L'Assemblée qui, pour se défendre contre toutes ces formidables armées de l'Europe entière, contre la force, les armes, les propagandes, les machinations n'a pour soldats que quelques volontaires qui montent maintenant la garde devant l'Assemblée, plus deux ou trois bataillons désarmés, et puis... rien. Rien ! non : il y a aussi tous ceux qui aiment le pays ; tous ceux qui ne veulent pas être esclaves...

Tous ces députés qui ont aujourd'hui les larmes aux yeux, semblent veiller un malade, un moribond, il sont tristes jusqu'au fond de l'âme... Mais malgré tout ils espèrent, ils espèrent avec force, avec conviction, avec foi... car jamais le peuple turc ne supportera l'esclavage... et c'est là le miracle qui doit ressusciter la Turquie assassinée.

Ce jour là tout était critique : l'Assemblée générale avait à lutter non seulement avec les ennemis déclarés, mais encore avec ceux que l'intrigue anglaise avait créés dans le pays même. Les Arméniens, armés, tâchaient de profiter de l'état de faiblesse actuel de la Turquie pour créer une Arménie sur les ruines du pays... et ils essayaient d'avoir la majorité en massacrant les Turcs dans les provinces orientales. Les Grecs, partout en Anatolie, fomentaient des révoltes. A Constantinople, le gouvernement du traître Damad Ferid, travaillait à trouver une armée mercenaire pour la lancer contre les patriotes. Le danger les encerclait partout. Les députés, après avoir élu à la présidence Mustapha Kemal Pacha, discutèrent longuement de toutes ces questions.

Après avoir prêté serment de travailler jusqu'à la mort pour sauver le pays, ils rédigèrent une émouvante déclaration dont voici le texte :

PREMIÈRE DÉCLARATION DE LA GRANDE ASSEMBLÉE NATIONALE
DE TURQUIE A LA NATION

La grande Assemblée nationale de Turquie constituée par les représentants du peuple venus de tous les coins de l'Anatolie, a décidé, en toute connaissance de cause, d'exposer au peuple la situation dans toute sa vérité.

Des traîtres à la solde des Anglais, voulant déchaîner la guerre civile parmi nous, s'efforcent de vous tromper en vous racontant des mensonges. Ils veulent vous faire marcher contre vos frères et vos coreligionnaires qui combattent pour défendre le sol de la patrie envahie à Smyrne, à Antalia, à Adana, à Aïntab, à Marach et à Ourfa.

Pour cela, ils font courir le bruit de notre soulèvement contre le Padischach. L'Assemblée nationale s'est précisément constituée pour sauver notre Khalife et Padischach de la contrainte de l'ennemi, pour empêcher que notre territoire ne passe lambeau par lambeau, aux mains de l'envahisseur, et pour que notre capitale ne soit pas arrachée à la Patrie. Nous, vos représentants, jurons sur le Dieu tout-puissant que la prétendue révolte contre le Sultan est un mensonge et une calomnie. Le but des traîtres est clair : ils veulent que les derniers défenseurs de la Patrie soient anéantis par des mains musulmanes, pour ensuite s'emparer du pays resté sans maître et sans défense. Ne croyez pas les traîtres et les espions stipendiés par l'Angleterre et qui vous trompent éhontement. Songez aux promesses fallacieuses qui ont été faites, autrefois, aux Hindous et aux Egyptiens et rappelez-vous le sort qui leur a été réservé. Ne prêtez pas l'oreille aux basses calomnies des lâches qui veulent vous faire marcher contre vos frères dont le sang glorieux coule généreusement pour la défense de nos territoires sacrés : Smyrne, Adana, Aïntab, Marache, Ourfa.

Soutenez au contraire de toutes vos forces ceux qui vont châtier les coupables sur l'ordre de la Grande Assemblée Nationale afin que notre religion ne perde pas son

dernier rempart, afin que notre peuple ne soit pas esclave. Nous déclarons fermement que l'ennemi n'osera pas marcher sur nous aussi longtemps que nous resterons unis. Ce que l'ennemi cherche c'est de glisser parmi nous la désunion et la discorde.

Que la malédiction du Tout-Puissant tombe sur la tête des traîtres qui soutiennent l'ennemi, et que la bénédiction divine s'étende sur les braves qui luttent pour la sauvegarde du Khalifat, du Padischach et de la Nation.

Signé: MUSTAPHA KEMAL PACHA,

Président de la Grande Assemblée Nationale de Turquie.

MUSTAPHA KEMAL PACHA

Et alors, on crut que c'était la fin... D'un côté, les Grecs marchaient vers l'intérieur en massacrant, avec une abominable et diabolique cruauté, tous les Turcs qu'ils trouvaient sur leur chemin. De l'autre, dans les provinces orientales, les Arméniens, avec une perfidie et une trahison sans égales travaillaient à fomenter des troubles sanglants, des révoltes, à créer des difficultés sans nombre pour pouvoir s'emparer d'une immense contrée (Erzeroum, Adana où d'ailleurs il ne se trouve qu'une quantité infime d'Arméniens) et là encore les Turcs étaient égorgés.

Adalia était occupée par les Italiens, la Cilicie par les Français, la Thrace et Andrinople par les Grecs, et partout, qu'on la vît ou qu'on ne la vît pas, on sentait la domination, la tyrannie anglaise, soit à Constantinople où elle s'exerçait librement, soit à l'intérieur où elle était obligée d'user d'intrigues et de ruses.

Jamais la Turquie n'avait connu pareil désastre; pareille honte, semblable malheur. Et le Gouvernement de la Sublime Porte, dans son impuissance, dans son effroi des Alliés et de la catastrophe finale, obéissait à tous les ordres anglais, désarmait les soldats turcs, rendait les canons, détruisait les munitions, bref, acceptait sans mot dire l'esclavage.

Et le peuple, qui s'étonnait de sentir la mort dans l'armistice, depuis qu'on l'avait désarmé, attendait avec impatience le premier signe pour se dégager de l'étreinte mortelle. Mais les chefs, ceux de qui le peuple attendait le signal de la lutte, espéraient encore. Ils espéraient dans la justice humaine, ils avaient confiance dans la parole des signataires de l'armistice, dans les principes de

Wilson, dans le résultat des protestations, des mémoires qu'ils envoyaient aux quatre coins du monde. Ils ne voulaient pas croire que tous ces espoirs étaient vains.

Pendant ce temps, un homme comprit l'inanité de telles démarches, il sentit que la pitié et l'humanité n'avaient pas de place dans la politique, il comprit que si un peuple ne résiste pas à la mort, il est mûr pour la mort, et il lança son cri de guerre :

« Puisque, dit-il, on ne peut défendre ses droits les plus légitimes que par la force, aux armes les Turcs ! »

Et il partit au fond de l'Anatolie pour organiser la résistance nationale qui devait tenir tête à l'invasion du dernier patrimoine turc. Et voilà comment est né ce mouvement qui devait sauver la vie et l'honneur de la Turquie et qui devait créer la renaissance turque.

* * *

Mustapha Kemal Pacha descend d'une très ancienne famille turque. Il est né à Salonique en 1883. Il perdit, de bonne heure, son père et grandit sous la surveillance de sa mère, une vraie femme turque de l'ancienne école.

Il avait à peine commencé ses études à l'école de Chamsi Effendi que, la mort de son père étant survenue, sa mère fut obligée de quitter Salonique pour aller vivre avec son frère qui habitait la campagne. Et c'est ainsi que les études du petit Kemal furent interrompues pour un certain temps. Au village, ni cours, ni école; du matin au soir sous le soleil, dans les champs, Kemal suivi de ses cousins chassait les corbeaux, et c'était pour le petit garçon une vie idéale. Mais sa mère ne l'entendait pas ainsi, elle voulait que son petit reçut une bonne éducation, elle retourna à Salonique et Kemal fut placé à l'école primaire de Ruchdié. Mais de nouveau, le hasard s'en mêla et cette fois ce fut un maître qui un jour, pour punir l'espiègle Kemal le corrigea un peu trop rudement. La maman fâchée retira son garçon de l'école.

Kemal ne s'en attrista pas outre mesure car il n'aimait pas son cours. Il avait d'autres rêves, d'autres désirs,

il voulait devenir militaire, avoir des galons d'argent comme son ami le petit Noury qui fréquentait, lui, le Ruchdié militaire. Souvent le soir, il groupait tous les gamins du quartier et leur apprenait les exercices ; lorsqu'ils étaient suffisamment instruits il les alignait comme pour une revue, se mettait en tête et attendait le passage des officiers pour les saluer.

Sa mère ne voulait pas qu'il devint militaire et Kemal était bien malheureux. Un jour, il risqua le tout pour le tout. Sans prévenir sa maman il se présenta tout seul à l'école militaire, il passa brillamment ses examens, fut reçu et rentra chez lui prévenir sa mère. La pauvre femme ne put résister à tant de persuasion, à tant de prières et elle céda. Et bientôt le petit Kemal put porter l'uniforme à galons d'or.

Rapidement, il fut classé parmi les meilleurs élèves de l'école. Il était très intelligent et très travailleur. Les mathématiques, surtout, l'attiraient invinciblement. Mais bientôt il se passionnait pour le français et en très peu de temps arrivait à l'apprendre tout seul.

A l'école supérieure de guerre, ses professeurs ont tôt fait de le remarquer pour son intelligence, ses capacités militaires, son pouvoir de séduction ; dès lors on sent le grand orateur. Pendant les récréations il s'exerçait avec des camarades à faire de grands discours improvisés sur un thème choisi par un Comité spécial qu'ils avaient fondé. La tyrannie du Sultan Hamid Han fut pour lui le réveil de sa conscience politique et sa première révolte.

Il sentit que pour servir son pays il ne suffisait pas de travailler dans l'armée, et il commença à faire de la politique avec quelques camarades, et cela, dès l'école.

Il se procura tous les livres sur la Révolution française et dans le silence des dortoirs, après que tout le monde était assoupi, Kemal lisait avidement. En s'enthousiasmant, il sentait le besoin de communiquer son idéal à tout son entourage. Et c'est pour cela que le discoureur amateur se changea bientôt en véritable orateur. Chaque jour, pendant les récréations, il faisait à ses camarades groupés autour de lui des discours violents contre les

despotes ou des conférences sur la liberté des peuples.

Un moment vint où les discours ne suffirent plus ; il fonda un journal manuscrit qui paraissait très régulièrement et que l'on se passait sous le manteau. Mais un beau jour Mustapha Kemal, suspect depuis longtemps, fut espionné par Yildiz. Il venait de terminer ses études et d'être promu capitaine d'État major, lorsqu'il fut arrêté comme Jeune-Turc et exilé en Syrie sous le fallacieux prétexte de lui faire faire un stage dans la troupe...

Il demeura quelque temps à Damas, puis à Beyrouth et à Jaffa en Palestine. Mais pendant qu'il faisait son stage il préparait en même temps tout un plan de révolution. A quelque temps de là la Constitution fut proclamée et Mustapha Kemal se trouvait alors à Salonique. Il était dans l'armée et avait une grande popularité parmi les militaires comme parmi les civils.

Après la Constitution, il travailla fermement pour empêcher les militaires de s'occuper de la politique. Il est vrai que c'étaient les officiers qui avaient obligé le Sultan Hamid à faire proclamer la Constitution, mais Mustapha Kemal pensait, avec raison, qu'une fois la Constitution obtenue les soldats devaient considérer leur tâche comme terminée et se retirer de la vie politique.

Sur ces entrefaites le coup d'Etat du 31 mars 1909 éclate à Constantinople. Mahmoud Chevké Pacha marche avec son armée pour délivrer la capitale des mains des réactionnaires, Mustapha Kemal est son chef d'Etat major. Bientôt l'ordre règne de nouveau à Stamboul, l'ordre et la liberté.

Lorsque la guerre de Tripolitaine éclata, Mustapha Kemal était attaché à l'Etat major général. Il pensa qu'un soldat ne pouvait pas rester devant une table pendant que l'on se battait. Et il partit pour la Cyrénaïque. Longtemps il commanda les forces de Benghazi.

*
* *

Au commencement de la grande guerre, il était attaché militaire à Sofia.

C'est là qu'il fut nommé commandant d'une division aux Dardanelles. Après avoir formé et organisé lui-même cette division à Rodosto, il se mit en marche pour la presqu'île de Gallipoli. A la suite du débarquement britannique effectué le 12 avril 1915 dans cette presqu'île, Mustapha Kemal pacha, fit face à l'ennemi avec sa division, et à la suite d'une série de brillantes manœuvres exécutées avec une maîtrise consommée et une énergie admirable, il réussit à arrêter les Anglais. Ces derniers portèrent leurs coups, quelque temps après aux Anafarta. Mustapha Kemal pacha fut aussitôt désigné pour le commandement de ce front, où il ne tarda pas à battre les Anglais.

Les opérations militaires qui se sont déroulées aux Dardanelles forment, à elles seules, des épisodes de guerre bien distincts. Ne pouvant les englober dans cette courte biographie, nous laissons aux spécialistes militaires le soin de les commenter.

Après le retrait des forces alliées des Dardanelles, Mustapha Kemal pacha fut envoyé au Caucase pour commander le 15^e corps d'armée. Il se battit contre les Russes, sur ce front, pendant près d'un an, et parvint à leur reprendre les villes de Bitlis et de Mouche.

Désigné pour le commandement des forces turques du Hédjaz, il refusa ce poste.

Il fut alors nommé commandant de la 6^e armée Yildérim, dirigée en fait par le général allemand Falkenhayn. S'étant trouvé en complet désaccord avec ce dernier quant à la conduite des opérations, Mustapha Kemal pacha présenta sa démission et rentra à Constantinople.

C'est alors qu'il accompagna le prince héritier, aujourd'hui le sultan Mehmed VI, dans son voyage en Europe, et qu'il visita les quartiers-généraux allemand et autrichien où il eût des conversations avec Hindenburg et Ludendorff. Dès cette époque, Mustapha Kemal pacha n'hésita pas à confier à quelques amis son peu de certitude quant à la force de résistance des Austro-Allemands.

De retour à Constantinople, il fut nommé au commandement de la 7^e armée qui devait opérer en Syrie. Mus-

tapha Kemal pacha était de tout temps hostile aux opérations militaires sur ce front. C'est donc à contre-cœur qu'il accepta sa nomination qu'il lui eût été impossible de décliner.

L'armistice fut signé alors qu'il était encore en Syrie. Il se rendit à Adana et de là, à Constantinople. Quelques mois durant, il vécut à Constantinople en proie à la souffrance que lui causait l'armistice de Moundros. Mais il ne s'éternisa pas dans cette inaction : quelque temps après il se rendait en Anatolie en vue d'organiser la résistance.

*
* *

Mustapha Kemal Pacha me racontant tous ces événements disait en substance :

« La liberté et l'indépendance sont le propre de mon caractère. Tous ceux qui me connaissent de près savent que, depuis ma plus tendre enfance j'ai eu l'amour de la liberté. D'après moi, pour qu'un peuple puisse vivre dans l'honneur, dans la dignité et dans l'humanité il faut absolument qu'il soit libre et indépendant.

Pour moi, personnellement aussi, il faut, pour que je puisse vivre, que je sois le fils d'un pays indépendant. Et je sais que tout le peuple pense comme moi ; donc, l'indépendance nationale est une question de vie ou de mort pour nous. Tant que l'intérêt de mon pays le permettra, je serai l'ami de toutes les nations qui forment l'humanité. Mais sitôt qu'un peuple voudra asservir mon pays, je le combattrai jusqu'à ce qu'il ait senti l'inanité de son audace.

Par exemple, pendant la guerre mondiale, notre position géographique, les événements d'un grand passé historique et peut-être l'équilibre mondial nous ayant obligés à prendre place dans les rangs des puissances centrales, j'ai été le spectateur silencieux de l'entrée des Allemands dans notre gouvernement, dans notre armée. Mais, sitôt que j'ai vu qu'ils commençaient à jouer avec notre liberté et notre indépendance nationale, je me suis révolté, non seulement moralement, mais en actes. Et c'est pour cela, que pendant les dernières années de la

guerre, je fus considéré comme un insoumis et un soldat indiscipliné. Plus tard, j'ai été obligé d'accepter le commandement des forces de Syrie; non seulement, je n'étais pas partisan de la guerre, mais encore, j'étais partisan de la conclusion d'une paix rapide. Et j'ai toujours exprimé sincèrement mes convictions là-dessus. Je savais que le résultat serait malheureux pour nous, mais jamais je n'aurais cru qu'il eût été le partage de notre pays par les grandes puissances; jamais je n'aurais pensé que la France, l'Angleterre, l'Italie, fussent capables de nous insulter, de nous déshonorer et de nous traiter ainsi que des animaux sauvages.

Je me doutais bien que les vaincus devraient payer, mais de là à présumer que ceux qui se déclaraient les défenseurs de la justice et de la civilisation auraient l'injuste et vaine prétention de nous priver de notre indépendance et de refuser le droit de vie à la Turquie, cela je ne le croyais pas, quand à l'armistice, j'ai dû quitter Adana où j'étais le commandant en chef des armées de Syrie, et retourner à Constantinople.

Dans mes entrevues avec les représentants politiques ou militaires des grandes puissances, chaque fois, je leur expliquai avec grande franchise ces idées: Il nous était impossible de ne pas entrer en guerre, vous n'auriez pas accepté que nous demeurions neutres, et nous ne pouvions pas combattre dans le rang où se trouvait l'ennemi séculaire des Turcs, la Russie des Tsars.

Nous savons qu'il faut payer sa défaite mais ceci ne veut pas dire que vous ayez le droit de nous anéantir et de nous partager en nous privant de notre indépendance.

Eh bien, toutes ces entrevues me faisaient découvrir avec stupeur une chose terrible: Par le manque de franchise des réponses qu'on me faisait, je sentais qu'on avait décidé de nous anéantir. D'ailleurs la manière d'agir, à notre égard, des officiers, des soldats, des fonctionnaires alliés, leur entêtement à nous insulter, à nous maltraiter, à faire tout pour nous humilier, à nous tyranniser, renforçaient ma conviction. Et lorsque j'ai vu toute la ville avec

son Sultan, son Gouvernement, ses soldats, ses commandants, ses officiers et ses habitants, tout ce monde d'un million et demi de musulmans s'enliser dans la bourbe du déshonneur, se laisser enchaîner comme des esclaves entre les mains des Alliés, lorsque j'ai vu la stupeur et l'inertie de la capitale, alors j'ai commencé à chercher... Parmi la masse inerte, souvent je rencontrais des hommes qui sentaient comme moi ; eux aussi cherchaient à enrayer le mal, mais voilà, tous ces gens là cherchaient leur point d'appui à Constantinople même. Avec des programmes, des comités, des sociétés sans nombre qu'ils fondaient et qui ne servaient qu'à enchaîner leur mouvement, ces personnes travaillaient juste à l'opposé de ce que je voulais faire.

Pour moi, les événements commençaient à s'éclaircir : 1° L'Europe avait décidé de nous anéantir ; 2° Le peuple n'avait pas encore pu comprendre toute l'étendue de cet arrêt, parce que Constantinople vivait sous le régime de la terreur ; 3° Toutes les intelligences de la capitale, ahuries par la pression de l'ennemi, ou induites en erreur par ses intrigues étaient complètement incapables de se guider ; 4° Ici, aucune force n'était capable de montrer clairement la situation et de faire ressortir un but sain et capable d'entraîner le peuple... ; 5° Il fallait que le point d'appui fut en dehors de Constantinople pour être fort et pour pouvoir entraîner le peuple...

J'ai cherché longtemps, j'ai parlé avec quelques-uns de mes amis, ils ont accepté mes idées. Alors j'ai décidé de passer en Anatolie, pour connaître la volonté et le désir du peuple et pour juger de la capacité nationale et de la force vitale du pays. Pendant que je me demandais comment je passerais en Asie Mineure, on m'a proposé une mission, l'inspection de l'armée en Anatolie. Je l'ai acceptée avec joie. Elle me servait à point. En passant en Anatolie avec ces prérogatives, je devais avoir devant moi le champ libre pour agir, et mettre en action toutes mes idées.

Quelques jours avant mon départ, Smyrne fut occupée par les Grecs. Le premier attentat contre l'indépendance nationale était commis. A partir de ce moment ma décision

était toute prise, irrévocable : « Je passerai en Anatolie, j'emploierai tous les moyens pour montrer la vérité au peuple, et je commencerai à préparer la résistance nationale pour défendre l'indépendance et la vie de la Turquie ». Je me mis en rapport avec quelques chefs sûrs de l'Etat major et leur demandai leur aide. Avant de prendre le bateau, je suis entré à la Sublime Porte, j'ai trouvé les ministres en plein conseil, en grand émoi par la nouvelle de l'occupation de Smyrne. En apprenant mon arrivée, ils levèrent le conseil et vinrent m'entourer. A ceux qui me demandaient : « que faut-il faire ? » j'ai répondu : « Résister ! »

« Comment voulez-vous qu'on résiste ici... ? » « Lorsque vous aurez fait tout votre devoir, alors, pour pouvoir continuer la résistance, venez près de moi ». Sur ces mots je me suis séparé d'eux. A peine arrivé à Samsoun, j'ai interrogé, j'ai essayé de connaître le désir du peuple, et j'ai été de suite ébloui par son sublime courage, l'incomparable sentiment de sacrifice et d'abnégation qu'il montrait. Voilà deux ans que le monde entier est le témoin de son admirable héroïsme, et tous les événements qui se sont déroulés depuis lors ont montré que mes calculs étaient justes et que j'avais raison d'avoir foi dans le peuple turc. »

*
* *

Pendant la grande bataille de la Sakaria qui fut une des plus grandes du siècle et qui a duré quinze jours, sans interruption, un commandant de division en demandant des ordres du grand Etat major, avait posé la question suivante : « S'il faut reculer, quel sera la ligne de retraite » ? La réponse arriva décisive et ferme : « Il n'y a pas de ligne de retraite, vous devez mourir tous dans vos tranchées ! ». *1918.*

*
* *

Même si la vie militaire de Mustapha Kemal Pacha n'était pas une suite de victoires et d'honneur, la bataille de la Sakaria, à elle seule, suffirait à démontrer le génie

militaire de ce grand commandant. Sans aucun doute Mustapha Kemal est un génie. On peut suivre son influence et son œuvre dans toutes les victoires des dernières guerres de la Turquie. Sa vie est pleine d'exemples, d'actes d'héroïsme, d'énergie et d'intelligence.

Un des événements le plus grave de la guerre mondiale, la victoire des Turcs aux Dardanelles est due à la résistance, au courage génial que Kemal pacha a déployés aux Anafarta. Pour être tout à fait juste, il faut ajouter qu'il avait sous ses ordres, les meilleurs, les plus courageux soldats du monde, les soldats Turcs qui ont montré sous le déluge de feu, de balles, d'obus, de la flotte et de l'armée ennemie une bravoure sans égale. Et ce n'est pas avec les munitions qui leur manquaient le plus souvent que les Turcs ont refoulé la marche des ennemis, mais avec la seule force de leur patriotisme, de l'amour de l'indépendance et de leur foi dans la volonté de sauver le pays... Mais Mustapha Kemal a su employer mieux que quiconque ce patriotisme merveilleux, ce courage héroïque et cette sublime abnégation.

Il ne faut pas croire que Mustapha Kemal est aussi généreux du sang de ses soldats qu'ils le sont eux mêmes de leur propre vie, loin de là, au contraire ; c'est avec un grand amour paternel, une sollicitude de tous les instants qu'il traite toujours ses soldats. Pour lui, la vraie victoire est celle que l'on gagne avec le moins de vies sacrifiées. Et souvent, il aime mieux laisser passer l'occasion d'une victoire qui n'est pas indispensable, pour économiser la vie de ses soldats. Il était très possible de poursuivre les Grecs, lors de leur défaite de la Sakaria, non seulement jusqu'à Eski Chehir, mais plus loin encore. Mais il aime mieux plutôt que d'occasionner des pertes considérables à l'armée dans une poursuite sanglante, attendre l'ennemi, lui laisser prendre l'offensive et le fatiguer tout en éparpillant ses soldats.

Jamais il n'entreprend une bataille sans avoir calculé jusqu'au moindre détail toutes les chances de réussite. Ce qu'il déteste par dessus tout c'est l'aventure. Pendant la

guerre mondiale, alors qu'il commandait l'armée « Yildirim » en Syrie, le commandant du groupe d'armée, le général allemand Falkenheim voulait faire une offensive pour reprendre Bagdad aux Anglais. Mustapha Kemal n'était pas partisan de ce mouvement dont le résultat était douteux ; il pensait qu'il valait mieux retirer l'armée et la grouper près d'Alep en réserve.

Ni Falkenheim, ni l'État-major ne voulaient écouter Mustapha Kemal, mais, plus tard, les événements donnèrent pleinement raison au futur chef nationaliste. D'ailleurs, Mustapha Kemal critiquait la direction générale de la guerre, et il écrivait toujours ses objections au Gouvernement sans fournir de rapport au commandant en chef. Lorsqu'il s'aperçut que ses objections n'étaient pas acceptées, il démissionna.

Tous ses rapports ont été publiés après l'armistice, et en les lisant on se rend compte de l'intelligence profonde de Kemal Pacha, et de la clairvoyance avec laquelle il a prédit les événements futurs.

*
* *

Après qu'il eût été élu chef à la grande Assemblée nationale, on eut vite fait de remarquer que Mustapha Kemal n'était pas seulement un grand commandant mais encore un très fin diplomate et un grand homme politique.

Il créa dans l'espace d'un an tout un Gouvernement marchant à la perfection, une armée qui devait tenir tête à l'adversaire équipé et armé par la plus grande puissance du monde. Ce n'est pas tout, les nationalistes ne se contentaient plus des restes de l'ancien Empire ottoman. Ils prétendaient faire une renaissance turque sous toutes ses formes, politique, économique, etc... Et Mustapha Kemal sut être le chef de toutes ces rénovations, il a su se choisir des collaborateurs éminents. Il comprit mieux que personne les besoins du pays ; pour s'en convaincre, on n'a qu'à lire ses discours à la grande Assemblée nationale. Il joint à une grande énergie, le plus grand esprit de suite, la plus grande clairvoyance et une capacité de

travail formidable, incompréhensible pour qui ne l'a pas vu à l'œuvre. Pour lui, il n'y a pas de petites ou de grandes œuvres, tout ce qui est utile au pays vaut la peine qu'il s'en occupe lui-même. Il est très aimé de tous ses collègues, de ses amis, des soldats et par tous ceux qui le connaissent.

En voyant la grandeur de l'œuvre qu'il a accomplie, souvent on croit que c'est un Dictateur. Rien de plus faux; au contraire, il est très démocrate. Jamais on ne l'a vu prendre une décision concernant le pays sans avoir préalablement obtenu l'approbation de la grande Assemblée nationale, et être passé par toutes les voies légales. D'ailleurs, pour toutes choses, il aime toujours consulter les compétences et les députés ont une absolue liberté de critique. Pour défendre ses idées, il possède du reste le don de la parole, il est très brillant orateur, il parle avec émotion et avec un esprit de logique très fort. Tous ses discours sont des chefs-d'œuvre de clarté, de finesse, de patriotisme et d'émotion, et il est aussi bon écrivain que grand orateur.

Dans l'intimité, il est vraiment irrésistible, ce n'est plus l'homme préoccupé, harcelé de travail, c'est le plus spirituel, le plus gai des mondains. Les anecdotes qu'il raconte avec humour et esprit, ses souvenirs qu'il relate avec franchise, sincérité et simplicité sont pleins de saveur. Il reçoit tout le monde et toujours sur le même pied d'égalité. Il est avec tous simple, modeste, bon et aimable.

Il aime surtout à causer avec les paysans, et chaque fois qu'il en a le temps, son plus grand plaisir est d'aller dans les villages s'entretenir longuement avec eux, leur demander leur opinion, leur désir, et nouer ainsi une vraie amitié avec celui qu'il nomme dans ses discours : « Le maître du pays ».

LE GOUVERNEMENT D'ANGORA

Pendant la grande bataille de la Sakaria (septembre 1921), alors que l'armée livrait les durs combats d'où devait dépendre la vie ou la mort des Turcs, il se tenait à Angora, éloigné de 60 kilomètres du champ de bataille, écoutant le bruit du canon, un Congrès d'enseignement formé par les maîtres et les maîtresses d'école délégués par toutes les provinces, Congrès présidé par Mustapha Kemal lui-même.

Voilà un fait qui doit paraître bien bizarre à ceux qui s'entêtent à ne voir dans les dirigeants du Gouvernement d'Angora que des bandits.

Ainsi que le disait si judicieusement M. Briand à la Chambre, « si ceux qu'on nomme des bandits turcs étaient des Français, nous les aurions honorés comme les plus grands patriotes du pays ».

Ces hommes doivent être honorés comme de grands patriotes, car ils se sont soulevés pour défendre leur pays qu'on envahissait et qu'on asservissait. Et le monde entier a admiré leur patriotisme et leur bravoure héroïque, le monde entier, excepté le Gouvernement anglais —, nous disons le Gouvernement anglais car nous savons que les sympathies du peuple anglais sont toujours avec nous.

Les premiers fondements du Gouvernement d'Angora ont été décidés dans les Congrès d'Ezeroum (23 juillet 1919) et de Sivas (4 septembre 1919).

L'idée de la résistance nationale était représentée, alors,

par un Comité formé des délégués de toutes les provinces et présidé par Mustapha Kemal Pacha.

Ce Comité se réunit par deux fois, pour protester au nom de la volonté formelle du peuple contre la trahison du Grand Vizir Damad Férid et de son ministre Adil Bey qui acceptaient la servitude imposée par l'Europe.

Déjà, même avant la réunion de ces Congrès, les habitants des pays envahis par l'armée ennemie, réunis en Congrès à Nazilly et à Balikessir, avaient organisé une résistance nationale armée et commencé la lutte contre les Grecs, et un peu plus tard par les initiatives prises aux deux Congrès d'Erzeroum et de Sivas, il fut créé un réseau de comités de la défense nationale enveloppant le pays entier. Chaque canton, chaque district, chaque arrondissement, chaque département avait son Comité et son service de défense nationale parallèlement à celui de l'organisation administrative; le centre et le noyau de ce réseau de défense nationale se trouve actuellement à Angora sous la Présidence de Mustapha Kemal Pacha.

Le but de ces Comités était :

- 1° Le recrutement des volontaires;
- 2° Le ralliement des différentes bandes de volontaires à l'organisation générale, leur équipement et leur ravitaillement.

L'ennemi débarqué à Smyrne le 15 mai 1919, s'efforçait de marcher vers l'intérieur de l'Anatolie. La résistance qu'il rencontrait n'était formée alors que par des Zeibecks descendus en hâte de leur montagne, et des Tchetés accourus de toutes parts sans organisation. Tous ces gens avaient pris les armes pour la défense du pays, de leur propre initiative, et malgré toute leur bonne volonté et leur héroïsme, le manque d'organisation se faisait sentir dans leurs rangs. C'est ainsi que l'armée grecque put s'avancer facilement jusqu'à Ouchak.

Le premier devoir de la grande Assemblée nationale de Turquie qui se réunit pour la première fois le 23 avril 1921, fut d'organiser la résistance nationale, et de

coordonner, grâce au moyen d'une discipline solide, les efforts héroïques individuels.

Le Gouvernement s'est toujours inspiré des deux principes suivants :

- 1) Créer une armée à la place de volontaires ;
- 2) Instituer l'impôt en remplacement de la souscription nationale et de l'octroi.

Et pour les mettre en pratique, il a engagé tous les chefs des Tchetés à entrer dans les rangs de l'armée avec leur suite. La plupart ont obéi à cet ordre, les chefs furent nommés des officiers et leur suite des soldats. Quelques rares chefs firent des difficultés pour se soumettre à la discipline de l'armée, préférant continuer d'exercer leur autorité personnelle aux dépens des soldats et des villageois qu'ils exploitaient sous couleur de patriotisme. Ceux-là furent arrêtés et punis. Seuls, Edhem le Circasien et ses frères, traîtres vils qui passèrent du côté de l'ennemi, purent échapper aux poursuites.

Le Gouvernement d'Angora disciplina de la même manière ses finances : une circulaire énergique avisa les autorités administratives du pays entier que :

1° Il ne saurait être perçu d'impôt que par le Gouvernement de la grande Assemblée nationale ;

2° Les dons individuels pour la défense nationale ne seraient plus versés dans les caisses des Comités mais dans celles du Trésor ;

3° Les Comités de la défense nationale devraient travailler sous la présidence du plus important fonctionnaire local : le Vali pour les départements, le Mustassrif pour les arrondissements, le Kaïmakam pour les districts.

Grâce à cette forte discipline, l'armée turque fut bientôt prête à engager la bataille avec ses ennemis et, à quelque temps de là, elle gagna sur l'armée grecque les deux batailles d'In-Euni et la grande victoire de la Sakaria, malgré la supériorité de son adversaire, équipé, armé, ravitaillé par les soins des Anglais suivant les derniers perfectionnements de l'art militaire.

Dans un autre chapitre, nous avons exposé la crise que traversait le pays lors de la réunion de l'Assemblée nationale. Parmi tant de difficultés, une des plus graves questions dont la résolution s'imposait au Parlement était la forme du Gouvernement.

Le Sultan qui se trouvait être le prisonnier des Alliés dans la capitale occupée ne possédait plus aucune liberté d'action et les Anglais avaient naturellement créé cette situation pour asservir la Turquie.

La grande Assemblée Nationale de Turquie fut obligée, devant une telle situation d'assumer elle-même, outre le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif, et décida de siéger en permanence jusqu'à la conclusion de la paix.

Suivant cette décision, ayant force de loi, le gouvernement étant formé exclusivement par les membres de la Chambre, le président de la Chambre, devient logiquement aussi, le chef du gouvernement, et toutes les décisions qui ne demandent pas la sanction du Parlement sont exécutées avec l'approbation du président de la Chambre.

La grande Assemblée nationale choisit dans son sein, les ministres (Vekils) pour exécuter et poursuivre les affaires en son nom. Les ministres sont au nombre de onze, et chacun est responsable, individuellement devant la grande Assemblée nationale. Il n'y a pas de cabinet, mais un corps de ministres. Ce corps désigne un de ses membres pour présider les conseils.

Il n'y a pas de partis politiques dans la grande Assemblée, mais seulement un groupe nommé « Défense nationale » qui comprend la majorité des députés, et un petit nombre d'indépendants, le tout formant un bloc qui gardera son unité sacrée jusqu'à la délivrance du pays. D'ailleurs la plate forme électorale de tous les députés étant l'expulsion de l'ennemi hors des frontières nationales, c'est une des causes, et non des moindres, de la stabilité des principes politiques chez les Turcs qui sont toujours demeurés étrangers à un marchandage politique. Ayant une bonne fois posé le minimum de leurs revendications

légitimes dans leur pacte national, ils ne peuvent plus entrer dans des combinaisons.

Jamais l'ordre et la tranquillité n'ont si parfaitement régné en Turquie que depuis la constitution de la grande Assemblée nationale. Par exemple, à Angora, pendant la durée d'une année il n'y eut que trois crimes, et les délits tels que vols, escroqueries, etc., furent commis en très petit nombre ; aussi depuis trois ans, le métier de policier est-il devenu une carrière de tout repos !... Il est vrai qu'il y eut plusieurs cas de révolte politique... tels que les soulèvements de Konia, de Josgad, et de l'insurrection des Grecs du Pont... Le gouvernement a réprimé tous ces soulèvements et insurrections avec la même énergie et sans faire aucune distinction entre eux, bien que le dernier événement nommé fut une action de trahison destinée à soutenir l'armée ennemie alors que les deux premiers soulèvements ne présentaient qu'un faible caractère de réaction locale.

La politique économique et financière du gouvernement national est basée sur l'indépendance complète.

Si la Turquie continue d'être liée par les chaînes des capitulations, si l'étranger qui s'enrichit à nos dépens continue à ne pas payer, même l'impôt de ses revenus, si les douanes au lieu d'aider au relèvement du peuple, ne cessent d'être un gouffre où sombrera l'industrie du pays, il sera impossible à la Turquie, non seulement de participer à l'œuvre de la civilisation humaine, mais de vivre même.

Il est absolument nécessaire que les Turcs, pour vivre et pour se relever, jettent bas les entraves des capitulations.

Le budget de 1921 du gouvernement d'Angora (sans tenir compte, bien entendu, de celui de Constantinople) était presque équilibré. Les revenus de l'année étaient de 72.810.484 livres turques pour 84.337.474 livres turques de dépenses. La différence soit 11.526.983 livres de déficit fut couverte par les bons de la Défense nationale.

Ces quelques chiffres montrent suffisamment que, malgré

la continuation des hostilités, après l'armistice, la situation économique du pays n'est pas mauvaise. Depuis trois années la Turquie se suffit à elle-même pour supporter les dépenses entières de la guerre.

Mais il est tout naturel de penser que les revenus actuels ne sont pas suffisants pour exploiter les richesses économiques naturelles du pays et que la nécessité de l'appui des capitaux étrangers se fait sentir ; c'est pour cela que le gouvernement d'Angora a décidé tout récemment d'accueillir avec bienveillance les capitaux étrangers à la condition qu'ils ne porteront pas atteinte aux lois et à la souveraineté du pays. D'ailleurs les Turcs n'ont jamais fermé leur porte ni aux capitaux, ni aux spécialistes de l'Occident pourvu qu'ils ne traînent pas derrière eux la servitude.

Par défense nationale, le gouvernement d'Angora n'entend pas seulement, la défense militaire, mais encore la défense envers toutes les menaces qui portent en elles la servitude pour le pays.

C'est avec une pareille pensée que la grande Assemblée tout en achevant l'organisation de l'armée nationale, s'occupait tout autant de l'organisation de l'instruction publique. Un grand nombre d'écoles furent fondées et les instituteurs furent dispensés du service militaire.

Depuis la conclusion de la paix avec les gouvernements du Caucase, l'armée du front oriental qui se trouve sur le pied de paix, s'occupe de fonder des écoles, des orphelinats, où l'enseignement est donné par des officiers.

Les principes pédagogiques du gouvernement reposent sur une base d'éducation nationale, patriotique et démocratique, et dans le grand discours qu'il fit à la Chambre le 23 avril 1922, Mustapha Kemal Pacha disait : « Qui est le maître en Turquie ? le paysan turc ! Donc, dans les principes d'enseignement, notre devoir est de travailler pour le relèvement intellectuel de ce paysan. Nous devons le préparer pour qu'il ait la faculté et la capacité de défendre son indépendance, sa liberté, ses droits, sa vie, sa nationalité, ses mœurs contre les invasions ennemies de toutes sortes ».

LE DROIT DES MINORITÉS

Les Turcs massacrent les chrétiens !

Les Turcs déportent les chrétiens... !

La tyrannie des Turcs... La sauvagerie des Turcs...

Voici un demi-siècle que ces mensonges, que ces calomnies, que ces légendes ont cours à travers le monde. Et, ce qui est le plus douloureux pour nous c'est que ces mensonges ne sont pas seulement l'œuvre des bandits arméniens, des politiciens grecs, ni même des comitadjis qui gagnent leur vie grâce à cette propagande, mais ils sont surtout l'œuvre de certains hommes politiques européens qui voudraient utiliser ces calomnies comme la plus dangereuse des armes contre la Turquie.

Sur ce thème-là, depuis de longues années, au nom de la civilisation, au nom de la justice, que de mensonges, que des crimes on a commis ! Pauvre civilisation ! Ceux-là mêmes qui parlaient tant en son nom ne s'en servaient que comme une cuirasse pour cacher les plus basses intrigues, les plus viles ambitions !

Le droit des minorités de la Turquie!... mais ces droits ne sont que les armes dont on se sert pour tuer un peuple de 30 millions, pour ruiner un empire de sept siècles, pour annihiler une histoire dont chaque page est formée de victoire, d'héroïsme et d'actes de noblesse.

En parlant de défendre les minorités de la Turquie, le but est tout simplement d'anéantir le reste de ces 15 millions de Turcs, alors que déjà, 5 millions ont été exterminés en Europe.

Et l'armée hellène, que les Alliés ont envoyée au nom de la civilisation, est en train d'essayer de terminer brillamment cette tâche !... l'extermination du peuple turc...

* * *

D'ailleurs, rien qu'à comparer entre eux les articles concernant les droits des minorités dans les différents traités de Sèvres, de Neuilly, de Saint-Germain et de Trianon on se demande pourquoi les droits des minorités de la Turquie sont différents de ceux de la Bulgarie ou de la Grèce ? Oh ! la réponse est bien simple, c'est parce que la Bulgarie, la Hongrie, la Grèce sont des pays chrétiens et la Turquie un pays musulman ! Et dans l'histoire de l'humanité, ce sera la honte du vingtième siècle d'avoir séparé ainsi les droits des hommes d'après leurs religions.

* * *

Le droit des minorités...

Mais quel est le droit qui leur manque à ces minorités ?

Est-ce que leur religion n'est pas libre ?

Est-ce l'enseignement de leur langue ou la fondation de leurs écoles qui leur est défendu ?

Pauvre Turquie!...

Depuis la tragédie de Caïn et d'Abel, le monde a été la scène de bien des haines, de bien des calomnies, mais jamais aucune nation n'a été la victime d'une si monstrueuse injustice, d'une si honteuse accusation.

Les minorités, pour les Turcs, sont les vipères qui mordent le sein qui les chauffe, car en approfondissant la question, en la jugeant impartialement on voit que pas un pays, pas un peuple, n'a été aussi tolérant, aussi hospitalier, aussi généreux que les Turcs...

Et les minorités, c'est-à-dire les Grecs et les Arméniens n'ont pas été les seuls à profiter de la mansuétude des Turcs. De tous les coins du monde, ceux qui souffraient de l'injustice et de la tyrannie de leur gouvernement se sont réfugiés chez les Turcs, et la Turquie a toujours reçu l'étranger avec une hospitalité devenue légendaire,

avec la plus grande des tolérances... Elle a toujours aidé les victimes de quelque nationalité qu'elles fussent.

Dès le quinzième siècle, les juifs chassés du Portugal, de l'Espagne ; plus tard, ceux qui fuyaient les progroms de la Russie se sont réfugiés en Turquie... Les religieux dont les Français ne voulaient plus ont été heureux sous l'hospitalité turque. En 1772, les Cosaques Zaporagues qui fuyaient la tyrannie polonaise, ceux qui étaient malheureux chez eux ou qui avaient faim, accouraient chez les Turcs, et tous, ont trouvé dans notre pays non seulement le pain, la vie, l'argent qu'ils prenaient de la bourse turque, mais encore le bonheur et la liberté !

Pauvre Turquie ! et ce sont ceux-là qu'elle a nourris de son pain, qu'elle a rendus riches de son propre argent, qu'elle a hospitalisés dans son pays même, au milieu de la plus grande liberté, de la plus profonde justice, de la plus sublime tolérance, ce sont ceux-là qui ont sucé son sang et son argent et qui voudraient aujourd'hui l'étrangler... Jamais dans aucun pays on ne vit une pareille ingratitude.

Pendant que les Turcs se battent, versent leur sang sous les baïonnettes qui n'ont cessé de les poursuivre de l'occident vers l'orient, pendant que les femmes, les enfants, pleurent leurs maris, leurs pères morts sur les champs de batailles, les hommes minorités vivent heureux, tranquilles dans leur foyers. Les non-Turcs sont au milieu de leur famille, s'occupant de leurs affaires, s'enrichissant... c'est le bonheur que le sang des soldats turcs leur procure ; et ils remercient par la plus vile des ingrattitudes, la plus abjecte des trahisons.

« Il n'y a pas de liberté de culte, de liberté d'enseignement en Turquie. »

Oui, on ose le dire !

Et pourtant, le jour même de la prise de Constantinople, alors que de par le monde il n'y avait aucune force qui osât tenir tête à la formidable armée du Conquérant, oui, le jour même où Byzance avait croulé devant le jeune élan du peuple turc, ce jour-là on a rendu des honneurs

princiers au Patriarche de Byzance. Et depuis lors, toujours, même lorsqu'ils étaient les maîtres de l'Europe, les Turcs ont laissé une liberté absolue aux cultes et aux églises des minorités.

Et d'ailleurs c'est cette liberté absolue qui a créé et formé cette génération d'intellectuels grecs et arméniens et ces popes si ambitieux. Libres dans leur enseignement ils se sont formés à leur guise.

Dans les écoles grecques de la Turquie, l'enseignement est régi par les programmes d'Athènes et la langue turque n'est pas enseignée. La plupart des professeurs viennent de Grèce. Et depuis le règne du Sultan Mehmed, le Conquérant, qui leur a octroyé le Patriarcat et tous les droits d'un Gouvernement libre, leurs prêtres profitent de cet état de choses pour entreprendre, sous couvert de religion, la plus indigne des propagandes contre les Turcs. Dans les églises mêmes, sous les auspices de Dieu mêlé aux choses de ce monde, ils ont préparé tranquillement la trahison, une génération d'ingrats, d'ambitieux et de méchants.

La patience turque, la tolérance turque, la justice et la générosité turques, ont supporté, au nom de la liberté des cultes, ce qu'aucun Gouvernement, fût-il le plus libéral et le plus juste n'aurait pu tolérer.

Et l'on ose parler encore de la tyrannie turque !

Pauvre Turquie !...

Les trois quarts de l'Empire britannique sont formés par les Musulmans. Pourtant jusqu'à ce jour, a-t-on vu, à Londres, un ministre choisi parmi les populations des dominions ou colonies anglais, comme par exemple, un ministre de l'Intérieur hindou, un sous-secrétaire égyptien, etc...

Et pourtant, en Turquie, jusqu'au moment où fut publique une vérité archi prouvée, jusqu'au jour où l'on eût en mains les pièces à convictions de leur intelligence avec l'ennemi, il y a eu toujours des ministres grecs ou arméniens au sein du Gouvernement turc.

Voilà comment la Turquie comprenait la justice et voilà comment elle en a été récompensée.

Et c'est parce que les Grecs ne trouvent nulle part ailleurs, même pas en Grèce, cette liberté, ce gain, ce bonheur, qu'ils accourent, malgré leurs récriminations hypocrites, toujours en foule, en Turquie.

D'ailleurs, interrogez, tout bas, un des grands commerçants de Smyrne ou de Constantinople. S'il est sûr que ses propos ne seront pas entendus par les espions du Patriarcat il vous avouera qu'il regrette amèrement le Gouvernement turc, et il vous dira ce que la nation a perdu depuis que quelques vagabonds hellènes, politiciens de circonstance les ont poussé à la révolte. Il est certain que ce n'est pas à Erivan ni à Athènes que les Arméniens ou les Grecs trouveront le bien-être, la richesse et les honneurs qu'ils ont trouvé en Turquie.

Et ces peuples, comment ont-ils répondu à cette noble générosité ? Quels sentiments ont-ils éprouvés devant cette magnanime tolérance ?

La réponse à cette dernière question peut former toute l'histoire des minorités en Turquie.

Il y a une soixantaine d'années les Grecs ou les Arméniens de nationalité turque vivaient en très bonne intelligence avec leurs compatriotes musulmans. Tous étaient heureux, ceux qui rendaient la justice comme ceux qui en profitaient. Mais un beau jour un vent de trahison passa dans l'esprit de ces peuples ; probablement ce vent leur fut soufflé par quelque puissance ayant intérêt à semer la discorde en Turquie. En tous cas, d'un seul mouvement, ils commencèrent à trahir le pays qui leur avait offert si généreusement la fraternité. Dès lors, ils commencèrent à ruiner non seulement la tranquillité des Turcs et leur prospérité, mais aussi la Turquie tout entière.

La Turquie n'est plus, pour eux, une patrie généreuse où ils ont vécu une vie heureuse mais un champ de bataille où il faut vaincre les compatriotes si hospitaliers, si loyaux, au moyen de ruses, d'intrigues infâmes, de trahisons. Oui, un champ de bataille, où, tous les vagabonds payés par les espions déguisés en popes, en

ouvriers, en maîtres d'écoles, jouent le rôle le plus abject contre les Turcs... Désormais, toutes les églises que les Turcs avaient fait bâtir avec un esprit de si grande tolérance, toutes les maisons, toutes les caves des Chrétiens sont transformées en dépôts d'armes; désormais vous ne trouvez dans leurs mains que bombes et fusils et dans leur cœur que haine et venin...

Les Turcs devaient supporter tout cela chez eux... Les Arméniens et les Grecs, non contents d'avoir ruiné jusqu'alors les Turcs avec leurs usuriers, non contents de les avoir empoisonnés avec leurs cabarets, faisaient ouvertement la guerre intestine.

C'était le conflit déclaré. Si bien que, pendant la dernière guerre, les Arméniens ont réussi, grâce à leur organisation, à couper la retraite aux Turcs qui se battaient contre l'armée russe... Et ce n'était pas des bandes isolées, mais une véritable armée arménienne qui s'est jetée sur l'arrière des Turcs... Profitant de l'absence des hommes qui se battaient sur le front, partout où ils étaient en force, ils égorgèrent les femmes et les enfants turcs... Dans leur haine ils ont tout oublié : la confraternité qui durait depuis des siècles, et tout ce qu'ils devaient au peuple turc.

Par quoi devait-on risquer devant ces actes de rebellion et de trahison? Si de pareils faits s'étaient produits pendant la guerre en Irlande, qu'aurait fait l'Angleterre... Hélas on l'a vu bien plus tard.

Mais le but des Turcs était de rendre inoffensifs leurs ennemis, et pour cela ils se sont contentés de désarmer et de faire émigrer vers l'intérieur, les populations rebelles... Et si, alors, il y a eu quelques meurtres regrettables, soyez sûrs qu'ils ont été commis par des malheureux qui ont vu leurs pères, leurs mères assassinés ou leurs sœurs violées par les Arméniens. Que le sang coulé, alors, retombe sur ceux qui, par intérêt ou par ambition ont allumé cette haine et ont armé les peuples les uns contre les autres.

Pendant cette dernière guerre même, parmi les prisonniers grecs que nous faisions, la plupart étaient des sujets turcs; tout en gardant dans leurs poches des passe-

ports turcs ils se battaient contre les Turcs et les massacraient par milliers.

Voici comment les minorités ont rispoté à la tolérance et à la justice turque. Et qu'elle était la cause de cette révolte, de cette trahison ? Que voulaient ces allogènes, ces étrangers recueillis chez nous ?...

Que demandaient-ils ? Des Gouvernements au sein de l'Etat et du Gouvernement légal...

S'il est d'usage que des minorités ne dépassant pas 10 % de la population globale d'un pays, constituent des Gouvernements distincts et indépendants, nous serions curieux de voir l'application de ce principe dans bien d'autres pays où les minorités accusent un pourcentage bien plus élevé que dans le nôtre.

Quant au droit invoqué par les minorités de Turquie, il a été réglé dans les dernières discussions internationales d'une façon définitive, en vertu des clauses relatives à ce droit et inscrites au traité de Neuilly et de Trianon, en même temps que dans notre pacte national où sont exposés notre programme et nos formules de paix, et ainsi que dans l'accord d'Angora conclu avec le Gouvernement français.

En Turquie, les oppresseurs ne sont pas les Turcs ; ce sont les Grecs et les Arméniens. Et c'est précisément parce que ces derniers ont commis l'année dernière avec l'encouragement des grandes puissances, toutes sortes d'excès à l'égard de la population turque, que nous ne consentirons jamais à les faire bénéficier d'un régime capitulaire à base de privilèges scandaleux et comme, par ailleurs, il n'en existe pas d'approchant dans aucun autre pays à minorités.

*
* *

LES DROITS DES MUSULMANS DE GRÈCE

Puisqu'il y a tant de généreuses personnes et une presse si compatissante pour s'intéresser au sort des minorités de la Turquie (sort qui avant leur trahison était des plus heureux) il serait juste que l'attention de ces

humanitaires fut attirée également par le sort de ces millions de Turcs, autrement malheureux et dignes de pitié, et qui, sous le joug grec sont en train de disparaître. Jusqu'ici personne, sauf quelques rares consciences, ne s'est intéressé au sort des minorités musulmanes de la Grèce ; personne ne s'est soucié de leurs malheurs et des injustices cruelles dont elles sont les silencieuses victimes.

Par exemple, dans la Thessalie si riche et si fertile, avant la guerre balkanique il y avait 300.000 Musulmans, tous propriétaires, fermiers, riches et opulents. Aujourd'hui dans toute cette contrée, en tout et pour tout, il ne reste que 20 familles turques. Eh bien ! les Européens qui s'intéressent si généreusement aux malheurs imaginaires des brigands qui brûlent les villages, massacrent les Turcs, ou aux comitadjis arméniens qui n'ont d'autre occupation que de tuer, de faire sauter les ponts, se sont-ils jamais demandés ce que sont devenus ces 300.000 Musulmans de la Thessalie ?

Nous aurions aimé savoir ce que les Grecs auraient répondu, si par hasard, on leur avait demandé des comptes au sujet de cette épouvantable élimination. Depuis la guerre balkanique, le nombre des Turcs qu'on a massacrés est de 350.000 et ceux des déportés en Anatolie dépasse le chiffre de un million et demi... Et personne n'a élevé la voix devant ces horreurs. L'Europe entière a contemplé d'un œil impassible ce million et demi d'émigrés qui, durant des années, ainsi qu'une horde de misère, de deuil et de douleur, ont défilé de Constantinople en Anatolie, en sanglotant, en pleurant leur patrie perdue, leurs parents ou leurs enfants massacrés, leurs biens pillés, leur foyer, leurs villages brûlés. Ils ont passé affamés, misérables... et personne ne s'est ému, personne n'a eu un regard de pitié pour eux.

Au lieu d'ameuter l'Europe contre les Turcs et de chercher des prétextes pour les enchaîner en écoutant les récits extravagants de quelques démagogues grecs ou arméniens, toujours habiles en propagande, les amateurs de justice et d'humanité feraient mieux d'enquêter un peu

sur les massacres des Musulmans. Mais l'Europe se soucie fort peu d'une enquête qui ne servirait pas ses desseins politiques.

Déjà en 1912, Carnégie, le grand philanthrope américain avait envoyé en Macédoine une mission pour enquêter sur les massacres des Musulmans... Et l'enquête avait appris à l'humanité entière ces massacres dans toute leur horreur et leur cruauté. Mais ces crimes grecs furent vite oubliés... et le souvenir des massacres de nos frères ne demeure que dans nos cœurs à nous, Turcs, et jamais nous n'oublierons ces deuils.

Ce qui est horrible, c'est que ces massacres continuent toujours. Depuis l'occupation de Smyrne, le sang innocent des Turcs qu'on égorge n'a jamais séché sur le sol de leur patrie occupée.

Et ces crimes, nous ne sommes pas les premiers à les signaler : le rapport de la Commission d'enquête que la France, l'Angleterre et l'Italie ont envoyée sur les lieux, les a reconnus exacts et portés à la connaissance du monde civilisé.

Il est étrange qu'aucune protestation ne se soit jamais élevée pour défendre des innocents qu'on assassine. Pourquoi ? Mon Dieu, c'est tout simple : Ils sont Turcs et aux yeux du monde civilisé des centaines de milliers de Turcs massacrés n'ont pas l'importance d'un brigand grec ou d'un comitadji arménien qui a reçu la juste punition de ces crimes !!

*
* *

Il est tout à fait vrai que la constitution grecque octroie aux communautés des minorités de la Grèce, le droit de se choisir un chef de communauté ainsi qu'un chef religieux (Mufti). Mais en Macédoine, depuis la guerre balkanique les Musulmans qui ont le malheur de vivre sous le joug grec n'ont jamais pu élire un chef... car toujours le Gouvernement grec leur a imposé, par la violence, l'homme qu'il a choisi, c'est-à-dire une sorte de mannequin à la merci des autorités.

Malgré des clauses bien claires du traité de 1913, outre la Turquie et la Grèce, le Gouvernement grec n'a pas hésité à s'approprier la plupart des cimetières musulmans de Salonique.

Pour se donner le plaisir de blesser les sentiments religieux des Musulmans, il a aménagé en théâtres et en cinémas les mosquées. Il est très naturel, qu'un Gouvernement qui n'a pas le respect de la vie humaine, ne puisse avoir celui de la conscience religieuse d'un peuple... Alors la Grèce après avoir mené à bonne fin l'extermination des Turcs en Thessalie, en Macédoine, en Epire et dans l'archipel, a été investi par l'Europe du mandat de continuer sa tâche en Asie mineure. Et voici trois ans qu'elle continue son œuvre de mort...

.....

Nous ne savons ce qui est le plus triste pour l'humanité, l'injustice de l'Europe, quand il s'agit des Turcs, la tragédie sanglante qui se joue en Anatolie pour les assassiner, ou bien l'indifférence, l'insensibilité du monde civilisé devant ces crimes ?...

LA QUESTION DU PONT

Il y a quelque temps, M. Chamberlain, premier ministre par intérim, en remplacement de M. Lloyd George retenu à la Conférence de Gênes, déclarait à la Chambre des Communes qu'il y avait des raisons suffisantes pour croire inexactes les nouvelles de source turque selon lesquelles les Grecs préparaient une insurrection sur les côtes de la mer Noire.

Les faits, dans leur simple vérité, sont de nature à infliger un démenti aux suppositions de M. Chamberlain.

Il ne nous est pas possible de croire un seul instant que l'Angleterre ignorait les préparatifs insurrectionnels des Grecs de la mer Noire. Et cela pour les raisons suivantes :

1° Le centre le plus important des comités d'action pour l'organisation des troubles et des insurrections en Asie-Mineure, se trouve à Londres.

2° Il est impossible de concevoir qu'un pays comme l'Angleterre qui possède l'organisation la plus complète d'informations et dont les espions se glissent partout dans le monde, il est impossible, disons-nous, qu'un Etat comme la Grande-Bretagne, rompu aux intrigues orientales, puisse ignorer ce qui se passe dans un coin quelconque de l'Asie mineure.

3° Enfin, les nouvelles concernant le mouvement insurrectionnel du Pont ont été, à maintes reprises, portées à la connaissance des Hauts-Commissaires et des autorités

anglaises, par différentes personnalités et associations hostiles à ce mouvement.

Et dès lors, il nous est permis de penser que l'ignorance feinte de M. Chamberlain au sujet de la question du Pont, est un nouveau subterfuge employé comme de coutume, en vue de frapper une fois de plus le monde musulman et la Turquie.

Ce n'est donc pas pour dessiller les yeux de M. Chamberlain qui, sciemment les tient fermés, mais plutôt pour éclairer l'opinion, que nous avons cru utile, dans les lignes qui suivent, de faire la lumière sur la question du Pont.

*
* *

Hâtons-nous de dire tout d'abord que le nom de *Pontus*, qui a fait couler des flots d'encre, suscité tant de convoitises, et provoqué des intrigues qui ne sont pas près de finir, n'existe pas pour les Turcs. Ce sont les Grecs qui prétendent lui donner la survie. Ce nom désignait autrefois, semble-t-il, le vilayet de Trébizonde, les mustes-sarifats d'Ordou, de Kérassunde et de Samsoun, et la partie septentrionale du vilayet de Sivas et d'Amassia.

Toutes ces régions qui furent le berceau de la civilisation ottomane, datent depuis la fondation de l'empire turc ; dès cette époque, elles perdirent le nom de *Pont*, et ne furent plus différenciées sur la carte des autres parties du territoire ottoman. Leurs habitants vécurent heureux et tranquilles depuis la formation même de la Turquie, et il est certain qu'ils auraient continué de vivre en paix, comme par le passé, si la Grèce ne s'était empressée, il y quelques années d'essayer de faire revivre, avec le nom de *Pont*, les espérances qu'il laissait sous-entendre. Et si ces espoirs chimériques ont occasionné le malheur des Grecs de cette région et par contre-coup, celui des Turcs qui ont eu à subir l'insurrection, la faute entière en incombe aux Grecs qui ont déterré un vieux vocable, mort depuis longtemps, en vue de le faire servir à des fins de conquête et de trahison.

Si le territoire du Pont était réellement grec et que les Turcs n'eussent eu à se prévaloir que d'un simple droit de conquête, on aurait pu, dans une certaine mesure, trouver logique les prétentions grecques. Mais la réalité, la vérité historique, s'opposent à un pareil compromis. Le Pont est, depuis des siècles, région essentiellement turque. Ainsi que l'a démontré l'historien Morgan, la population de l'Anatolie antique était turque.

Il n'y a pas de raison, au point de vue historique, que cette région qui a subi de nombreuses invasions des Touraniens, n'ait pas été assimilée par les Turcs, aux temps les plus reculés de l'Histoire, alors que ces Touraniens s'avançaient victorieux, au cœur de l'Europe. L'Histoire est là qui prouve que cette région appartenant aux Turcs, est passée ensuite sous la domination perse. En l'an 280 avant J. C. Alexandre le Grand vainquit le roi Darius. Peu après, un général macédonien, nommé gouverneur de la région septentrionale de l'Anatolie, se déclara indépendant et constitua un royaume qu'il nomma « Royaume du Pont ». Il eut à subir en l'an 60 avant l'ère chrétienne, l'invasion des Romains, puis celle des Darenchmendi, puis enfin il passa sous la domination des Turcs Seldjoucides d'abord et des Turcs Osmanlis ensuite.

Ce bref aperçu historique démontre clairement que la région du Pont est turque depuis qu'elle existe et que les Grecs sont mal-venus à vouloir asseoir leurs prétentions sur les fondements de l'Histoire.

*
* *

Aujourd'hui le mot « Pont » est le nom donné au royaume chimérique que le gouvernement d'Athènes, aidé par le Patriarcat grec de Phanar et par quelques sociétés politiques secrètes, voudrait constituer sur les rives de la mer Noire qui avaient vu s'écrouler rapidement l'Etat édifié par Mithridate. Ce sont ces visées impérialistes autant qu'utopiques, poursuivies par le cabinet d'Athènes, qui ont fait le malheur, depuis l'armistice, de toute une population tranquille installée depuis des siècles dans la région.

On pourrait cependant faire remonter la question du Pont à une vingtaine d'années. A cette époque, des jeunes gens grecs qui avaient fait leurs études au collège américain de Merzifoun, y fondèrent une société littéraire, une société musicale et un club athlétique. Ces trois sociétés furent réunies en une seule qui prit le nom de « Société du Pont ».

C'est là qu'il faut chercher la premier essai de réalisation de l'Etat chimérique du Pont. Ce sont les sociétés formées à Mersifoun, il y a vingt ans, qui constituent la première ébauche de la propagande si amplifiée depuis. Sous le couvert de littérature, les promoteurs de ces institutions n'avaient d'autre but que de semer sur les rivages de la mer Noire les germes d'un mouvement politique grec.

D'ailleurs, les réunions tenues à Merzifoun démontrent largement que le but avoué n'était qu'un prétexte, et que la véritable orientation de ces institutions était du côté de la politique. Les documents et les procès-verbaux de la Société « Pontus », tombés entre les mains des autorités, il y a un an, ont confirmé point par point les appréhensions des Turcs, et prouvé que ladite société n'était autre qu'une institution politique, fondée uniquement en vue de créer un séparatisme dans l'Etat turc, en faveur de la Grèce et au mépris des intérêts essentiels et vitaux de l'empire ottoman.

Il nous a paru intéressant de reproduire ici, à titre documentaire, la partie la plus caractéristique d'une lettre adressée en 1908 par M. Pappadopoulo, président de la Société « Pontus », à la filiale de Samsoun, nouvellement instituée sous le nom de « Renaissance hellène » : « Pour atteindre le but grandiose que nous nous sommes assignés, il nous faut travailler avec intrépidité. Des temps favorables apparaissent à l'horizon. Vêtons la cuirasse immortelle de l'Hellade. Courons bravement à l'assaut de notre ennemi. Ne lui laissons pas de répit qu'il ne soit mort. Et alors entonnons tous en cœur le cri de : Vive l'Hellénisme ! »

A mesure que la « Société du Pont » s'acheminait vers son but politique, elle avait soin, tout particulièrement, de répandre la langue grecque sur les rivages de la mer Noire et d'essayer de l'enseigner aux enfants grecs de la région qui l'ignorent totalement (1).

On pensait qu'il était impossible d'inculquer aux enfants le culte de l'hellénisme tant qu'ils ne sauraient pas un mot de grec et que leur langue maternelle continuerait d'être le turc. A cet effet, des métropolitains et des prêtres grecs, des instituteurs envoyés par le patriarcat, des membres de la Société « Pontus » s'installèrent dans les *cazas* et les *nahiés* de la région, et se donnèrent pour tâche de faire oublier le turc aux enfants et de leur enseigner la langue grecque. Les documents saisis au collège américain (2) relatent, tout au long, cette activité.

La période qui suivit l'armistice encouragea les Grecs dans leurs agissements et les incita à intensifier une action en vue de la réalisation de leur chimère. Le démembrement de l'Empire, les occupations militaires qui ont suivi, réveillèrent leur convoitise et ils crurent que l'heure avait enfin sonné pour constituer, avec les dépouilles turques, l'État grec du Pont. La propagande fut renforcée, les fonds affluèrent de Grèce et de Londres, et d'un commun accord, grands et petits, avec une passion obstinée, travaillèrent à hâter la réalisation de leur rêve.

Pour bien montrer comment la propagande grecque

(1) On n'ignore pas sans doute, que les populations grecques de la région de la mer Noire, comme tant d'autres, ont coutume d'employer la langue turque qui est leur langue maternelle. D'ailleurs, ces populations sont turques, depuis la plus haute antiquité : Ce sont les Comans qui se sont installés depuis Sinope jusqu'à Batoum. Incorporés dans les armées de l'empire byzantin, ils s'étaient convertis à l'orthodoxie. Après la conquête turque, les Comans ne furent nullement inquiétés pour avoir embrassé la religion chrétienne. Abusant de la tolérance turque, le patriarcat grec de Phanar, essaya par tous les moyens de « gréciser » cette population.

(2) Le collège américain de Murzifoun était le centre de l'activité pontique des Grecs. L'année dernière un professeur turc y fut assassiné pour avoir révélé l'organisation de la Société.

s'est insinuée parmi la population paisible des localités riveraines de la mer Noire, localités qu'elle a empoisonnées, nous reproduisons le document suivant émanant du comité Pontus à la date du 8 mai 1920.

PROCÈS-VERBAL DU 8 MAI 1920

Après lecture de la liste des noms, les décisions de la dernière séance ont été approuvées. M. Pappadopoulos donna une audition de musique. Après quoi M. Stradvidis prit la parole et fit une conférence sur les origines des Grecs et conclut en affirmant (1) que nous étions les descendants authentiques des glorieux Hellènes. M. Dédéoglou récita ensuite une ode intitulée : « Nos saluts à la Grèce naissante », après quoi la séance fut levée.

Le Président,
M. TÉOHARIDIS.

Le Secrétaire général,
PIMÉNIDÈS.

Extraits d'un poème :

« ... Ceux qui travaillent pour l'hellénisme peuvent se considérer comme ayant travaillé pour l'Humanité. Chers condisciples, vouons-nous à ce saint ministère. Nous sommes les fils des antiques Hellènes. Venez tous. Accourez pour défendre l'hellénisme contre les attentats perpétrés à son égard. Ne craignons pas les obstacles mis contre l'ascension de notre drapeau azuré, symbole glorieux de l'hellénisme. Jurons tous de le défendre. Vive l'Union! Vive le Pont! »

Après les premières ébauches de propagande et d'activité parmi la population orthodoxe des rives de la mer Noire, les consuls, les métropolites, les prêtres et les instituteurs intensifièrent à qui mieux mieux leur action. Trois nouvelles associations furent créées qui devaient développer et achever l'organisation en question : « La sainte Anatolie grecque », « l'Asie mineure », « La défense constitutionnelle ». Nous n'avons pu mettre la main, jusqu'ici, sur les statuts des deux premières associations.

(1) Ce qui prouve qu'ils n'en sont pas très sûrs...

Mais ceux de la troisième « la défense constitutionnelle » nous ont été révélés à la suite des perquisitions effectuées au Collège américain de Merzifoun. D'après ces statuts, une commission exécutive, composée de trois membres était instituée dans les *cazas* et *nahîés* de la région pontique, et elle était chargée d'exécuter strictement les ordres émanant du Comité central (art. 4, 5 et 6). Le but essentiel du Comité central et des Comités locaux exécutifs était de jeter les bases de l'insurrection future et d'une organisation militaire. Chaque section locale choisissait un caporal (art. 7) qui s'entourait, à son tour, de « dix jeunes gens », en qui il avait pleine confiance (art. 8). Tout adepte devait, avant de faire partie de cette « escouade sacrée », prêter serment sur l'Evangile et s'engager à garder le secret le plus absolu sur l'organisation en question, à obéir strictement aux ordres du Comité central et à se soumettre aux peines disciplinaires au cas où il serait convaincu de désobéissance ou d'indiscrétion (art. 12). En cas de trahison ou de divulgation, l'inculpé était jugé et condamné par un tribunal secret composé de quatre membres (art. 13).

En vertu de ces statuts tous les jeunes gens ayant accompli leur vingtième année étaient armés par le Comité en question.

*
* *

Cette organisation n'avait pas paru suffisante pour mettre sur pied « l'Etat du Pont ». Car la population grecque de la région est dans la proportion de 1 à 8, comparée à la population turque. En effet, il y a 150.000 Grecs contre 1.090.000 Turcs. Il était impossible de constituer un Etat grec dans une région où la minorité était représentée par l'élément qui prétendait se rendre indépendant. La « Société du Pont » crut remédier à cet état de choses en organisant, à l'intérieur comme à l'extérieur une propagande active en vue d'amener une immigration de Grecs dans la région convoitée. Des commissions spéciales furent créées pour assurer le bon fonctionnement de ce mouvement, la nourriture et

l'habitation aux immigrés. Le siège de ces commissions se trouvait à Constantinople (« Minerva » Han n^{os} 27, 29 et 30), et de nombreuses succursales étaient créées à Trébizonde, Samsoun, Ordon, Kérassunde et à Ak-Dagh.

Cette immigration n'était pas dirigée seulement par la Société « Pontus ». Elle était soutenue aussi par le Patriarcat et le gouvernement d'Athènes. A Trébizonde, le principal organisateur du mouvement était le métropolite du Patriarcat, Mgr Chryssantos. C'était lui qui présidait à l'installation des immigrés.

Le gouvernement grec appuyait donc effectivement ce mouvement anti-national entrepris sur le territoire turc et dirigé contre la Turquie. Les Grecs ottomans de la mer Noire, étaient non seulement encouragés par le gouvernement d'Athènes, mais ils étaient aussi soutenus financièrement.

Le document que nous reproduisons ci-après prouvera notre assertion :

*Direction générale
du ministère d'appui et d'aide.*

« Honorable Monsieur,

« J'ai l'honneur de vous présenter M. Angelaki, inspecteur général de notre ministère, qui a été chargé du contrôle des sommes affectées à la question du Pont. M. Angelaki, qui est un excellent Hellène, est en même temps un des membres les plus influents et les plus distingués de l'organisme économique de la Société du Pont. Je vous le recommande comme un ami et comme un membre actif.

(4. 10. 1919.)

L. CAZANDJAKI.

*
* *

Ces diverses associations une fois armées de pied en cap avec des fusils envoyés de Grèce ou ceux rapportés du Caucase, il était évident qu'elles n'allaient plus rester longtemps tranquilles.

La crise survenue au moment de l'armistice, avait préparé, tout particulièrement, l'éclosion d'un mouvement

sérieux. Effectivement, au lendemain de l'armistice, la Turquie avait été dépouillée de ses armes, Constantinople occupée, les autorités centrales rendues impuissantes par les armées d'occupation ; enfin, de nombreux territoires turcs avaient été occupés. Tout le monde pensait que c'était la mort de l'homme malade et les diplomates qui préparaient le traité de Sèvres, estimaient que l'heure était venue où les illusions nourries depuis de longues années allaient enfin se réaliser.

Il est certain que l'on ne pouvait s'attendre des Grecs qu'à les voir profiter de la détresse où se trouvait alors la Turquie.

En effet, les Grecs ne tardèrent pas à donner le signal de l'insurrection en gagnant la montagne par petits paquets et à menacer la tranquillité du pays en formant des bandes. Bientôt ces bandes envahirent les villages musulmans des environs qu'elles se mirent à incendier après avoir exterminé la population et pillé les biens.

Le premier coup fut effectué dans la localité de Nikakdji-Mermer du Kaza de Baffra, où deux musulmans furent brûlés vifs. Après quoi, le village entier de Tchagchour du même kaza, fut incendié, et ses habitants froidement massacrés. Les Grecs portèrent successivement leur action sur les autres villages environnants, tels que Boyaloz, Turkmenler, Kouch-Rati, Nikakdji, In-Euzu, Djinter, etc., qui furent tous incendiés, leurs habitants exterminés et les biens de ces derniers, confisqués ou pillés.

A partir de ce moment, les sévices causés sur la population musulmane, par les bandes grecques du Pont, allèrent croissant. Il est malheureusement impossible d'énumérer tout au long les atrocités commises, et reconnues d'ailleurs officiellement.

*
* * *

Entre temps les centres de Paris et de Londres de l'association du Pont, poursuivaient leur travail inlassable en vue de la formation en Anatolie d'un Etat nouveau. A la tête du mouvement se trouvaient M. Constantin Constantinidi, président de la municipalité de Kérassunde et le

métropolitaine de Trébizonde, Chryssantos Effendi, qui avait adressé à la Conférence de la Paix un mémoire sur la question du Pont-Euxin.

Quelle était la conduite de la Turquie devant cette prétention de créer de toutes pièces un nouvel Etat au sein de l'Anatolie, prétention inadmissible qui allait à l'encontre de ses intérêts vitaux, et qui ne répondait en aucune façon à aucun droit historique, politique et ethnologique ?

Si la région en question, appelée à tort le Pont, était comme l'Irlande une région complètement distincte de la mère-patrie, par l'absence totale de liens religieux et ethniques, la Turquie n'aurait pu que se résoudre une fois de plus à la situation qu'elle a acceptée pour la Syrie et la Mésopotamie. Or, la situation, ici, est toute différente, car on se trouve en présence d'une contrée ayant fait de tout temps, partie indissoluble de l'Anatolie, et dont la population est turque dans sa majorité écrasante. Et le seul désir de cette population est de vivre au sein de cette Anatolie nationale, un des derniers restes de l'Empire.

Mais la faible minorité qui oppose 150.000 Grecs à 1.090.000 Turcs, avait fini par constituer lentement un grave danger pour l'Etat. En effet, il a été établi par les règlements et les statuts de la Sainte-Pontus, tombés entre nos mains, ainsi que par les envois d'armes et de munitions, de drapeaux, de médailles et de sceaux, que les Grecs exécutaient leur programme consistant dans la séparation d'une partie du pays, de la mère-patrie, par l'insurrection en masse, l'incendie des villages musulmans et le massacre de leurs habitants, par la perturbation profonde apportée dans tout le pays, par l'affaiblissement de l'armée et enfin par les services que cette agitation grecque était susceptible de rendre à l'armée hellène.

Comment pouvait-on remédier à cet état de choses ?

Si au lieu et place du gouvernement de la grande Assemblée nationale, M. Chamberlain avait été chargé de résoudre le problème, nul doute qu'il eût agi comme il l'a fait pour l'Irlande ; c'est-à-dire, qu'il eût mis à feu et à

sang la région du Pont, à grand renfort de fusils, de mitrailleuses et de tanks.

La grande Assemblée nationale encore qu'elle eût affaire à un mouvement dont le caractère nettement insurrectionnel a été établi, s'est gardée de faire appel à la force : elle a adressé des conseils aux rebelles et les a exhortés à la modération et au respect de la loi. Les nombreuses déclarations, proclamations et avis qui leur ont été envoyés, soit directement, soit indirectement, en font foi.

Comme preuve de la modération et de la mansuétude du gouvernement, il n'est pas inutile de citer ci-après, la proclamation adressée aux insurgés par le ministère de l'Intérieur :

« Quoique ayant vécu depuis des siècles dans la paix et la tranquillité sous l'aile protectrice du gouvernement, vous n'avez pas hésité à prêter l'oreille aux intrigues et aux agissements de l'étranger qui est l'ennemi de la nation et le vôtre même, et vous vous êtes révoltés contre le gouvernement et la nation en vue de constituer un Etat indépendant dénommé « Pontus ».

« Quoiqu'ils constituassent un élément des plus utiles au commerce et à l'agriculture du pays, vous avez massacré les habitants musulmans des villages environnants — que vous avez brûlés —, semant ainsi, autour de vous, la ruine et la désolation.

« A une heure où la nation turque est, à la frontière, aux prises avec l'ennemi, pour la défense de son existence, vous avez tourné vos armes contre la Patrie.

« Le gouvernement prendra les mesures militaires nécessaires pour répondre à vos agissements. »

« Cependant, en vue de prévenir l'effusion de sang, je crois de mon devoir de m'adresser à vous une dernière fois, pour vous inviter à obéir aux lois de l'Etat, et à vous rendre sans conditions aux autorités et aux détachements militaires que vous rencontrerez dans les localités de Bafra, Tcharchamba, Ladik, Arba et Vezir-Keupru ».

Au lieu de se soumettre et d'obtempérer aux ordres

du gouvernement, les bandes de la montagne y répondirent par de nouveaux massacres de la population musulmane et de nouveaux incendies.

Dans ces conditions, il n'y avait plus qu'à faire marcher la troupe. Des engagements se produisirent entre soldats et insurgés. Le sang coula. Les rebelles tombés aux mains des autorités furent déferés aux tribunaux qui les jugèrent et les condamnèrent à diverses peines.

Ces mesures n'arrivèrent pas à écarter complètement le danger. La population grecque des villages se trouvait armée de pied en cap. Aux injonctions du gouvernement d'avoir à remettre les armes, les Grecs n'obtempérèrent pas.

Sur ces entrefaites, les Hellènes effectuaient leur dernier assaut sur la Sakaria. D'après les plans conçus par l'État-major grec, il s'agissait, en même temps que de battre en brèche le centre des armées turques, d'opérer deux débarquements simultanés à Izmidt et sur les côtes de la mer Noire, afin de battre les Turcs en les prenant entre deux feux. Une division grecque, dénommée la division Paléologue et composée des meilleurs soldats de l'armée grecque se formait en Thrace, pour être débarquée sur les côtes de la mer Noire.

Ces nouvelles avaient été transmises secrètement aux Grecs du « Pont », et il était bien entendu que le débarquement à peine effectué, les Grecs de toute la région qui étaient déjà armés et équipés comme des soldats, se joindraient à la division Paléologue dont ils compléteraient les cadres.

Et c'est ainsi que, renouvelant le coup qui lui avait réussi deux années auparavant à Smyrne, le Gouvernement d'Athènes comptait enchaîner la majorité turque de la région en la faisant passer sous le joug de la minorité grecque, et proclamer enfin le Gouvernement indépendant du « Pont ». Après quoi, la division Paléologue, grossie de tous les insurgés marcherait sur Angora, après avoir contribué à aider l'armée grecque à battre les Turcs sur la Sakaria.

Le 9 juin 1921, la flotte grecque bombarda les côtes d'Inéboli et donna aux insurgés le signal attendu.

Devant la gravité d'un danger imminent, le Gouvernement se décida enfin à user des prérogatives que lui accorde le droit international et se mit en devoir de riposter à la menace du débarquement en faisant transporter à l'intérieur du pays les Grecs de la région.

Ce transport fut effectué dans les conditions suivantes :

1° Les Grecs non originaires de la région, venus d'ailleurs, ont été renvoyés à leur lieu d'origine ;

2° Les Grecs originaires de la région, capables de porter les armes, ont été transportés à l'intérieur ;

3° Les femmes inculpées ou de complicité avec les insurgés, ou d'avoir hébergé ou caché des bandes, ont été envoyées aussi à l'intérieur. Naturellement, leurs enfants les suivirent.

Les personnes qui se soumirent aux mesures prises par le Gouvernement furent hospitalisées dans les localités de l'intérieur avec le confort existant.

Ceux qui ne se soumirent pas aux mesures précitées, qui voulurent s'y opposer par les armes, y furent contraints par la force, et le sang coula derechef.

Entre temps, les Grecs, sur la Sakaria, commençaient à faiblir devant la résistance héroïque de l'armée turque. Avant la débâcle finale, les Grecs comprirent la nécessité de se renforcer pour un dernier coup. Ils amenèrent donc sur ce front toutes leurs forces disponibles qui devaient être débarquées sur les côtes de la mer Noire.

Rien n'y fit : l'armée grecque qui avait entrepris l'offensive en vue de s'emparer d'Angora, rebroussa chemin une fois de plus, battue.

*
* *

Telle est l'histoire de la question du « Pont ». Les promoteurs de toute cette aventure ont fait, naturellement, un grand tort aux Grecs mêmes de la région, qu'ils ont trompés et entraînés.

A cette occasion, les ennemis de la Turquie lui ont imputé des crimes nombreux : Ils ont poussé des clameurs

en disant que les Grecs étaient déportés. Or, nous avons vu que cette déportation a été effectuée en vertu du droit conféré à tout Gouvernement, en pareille occasion, par la pratique internationale, droit dont le Gouvernement n'a usé qu'à la dernière heure pour éloigner d'un centre d'opérations, une population reconnue dangereuse et convaincue de haute trahison.

On a parlé de la déportation des femmes. Or, cette mesure n'a frappé que celles qui ont été reconnues complices des insurgés.

Il a été question aussi de la déportation des enfants... Mais était-il possible de séparer ces derniers de leurs mères. Si cela avait été fait, que n'aurait-on pas dit dans le camp de nos ennemis !

Aucun incident ne s'est produit durant les opérations de transport à l'intérieur de la population en question. Il est absolument faux que des assassinats aient été commis par les autorités. Il est arrivé seulement que les convois ont été attaqués en cours de route, dans la montagne, par des insurgés armés, et naturellement il s'en est suivi des combats : voilà en quoi consistent tous les incidents.

D'ailleurs, toutes les informations concernant la « répression sanglante » et les « atrocités du Pont » ont été forgées de toutes pièces par les ennemis de la Turquie dans un but politique facile à comprendre, et nous sommes convaincus que M. Chamberlain, lui-même, lui surtout, sait exactement à quoi s'en tenir là-dessus. Mais la vérité, ici, étant nettement en faveur de la Turquie, elle ne saurait, selon l'expression du député anglais, M. Kenworthy, être dévoilée : on préfère la passer sous silence.

L'ÉGLISE ORTHODOXE TURQUE

Nulle part la religion n'a joué un rôle aussi grand qu'en Orient. Tandis qu'en Occident l'union religieuse se relâchait sous l'influence des courants nationalistes, en Orient, par contre, l'église fut plus forte que le nationalisme et elle a gardé beaucoup plus longtemps sa toute puissance.

Sous l'église byzantine, pour être citoyen et jouir de ses droits il fallait être chrétien orthodoxe, et l'orthodoxie était employée comme élément de domination impériale.

Lorsque les Byzantins eurent conquis l'Asie mineure, alors peuplée par des tribus turques émigrées de l'Asie, une partie de ces tribus, pour pouvoir profiter des droits de citoyen, se convertit à l'orthodoxie. Ce sont ces Turcs orthodoxes qui, pour la première fois traduisirent en turc la Bible ainsi que toutes les prières et fondèrent, sans le savoir, l'église orthodoxe turque. Plus tard, avec la décadence byzantine la souveraineté de l'Anatolie passa aux mains des Musulmans, aux Seldjoucides d'abord, et aux Ottomans ensuite.

La domination musulmane, tout au contraire du fanatisme byzantin, a respecté avec une grande tolérance toutes les croyances et même la nouvelle foi de ses frères les Turcs orthodoxes qui continuèrent d'exercer leur religion. Et c'est ainsi que ces deux communautés, l'orthodoxe et la musulmane, toutes deux turques, continuèrent à vivre longtemps ensemble.

Après la conquête de Constantinople par les Ottomans, le Patriarcat grec, devenu plus puissant avec l'appui des

Sultans d'alors, avait pu étendre sa domination sur les Orthodoxes turcs. Mais la domination religieuse ne suffisant pas au Patriarcat grec, il a travaillé, par tous les moyens, pour helléniser ces Turcs orthodoxes, il les a contraints d'adopter la langue grecque dans leurs services religieux, de faire la prière et de lire la Bible en grec.

La tolérance musulmane les aidait, en partie, dans cette tâche. Tout de même, la plupart des orthodoxes turcs restèrent fidèles à leur langue d'origine, et continuèrent à réciter leurs prières en turc. Et cet état de chose dura des siècles et des siècles.

Les courants nationalistes qui affaiblirent en Europe la toute puissante influence de l'église catholique, en s'étendant vers l'Orient, ébranlèrent à leur tour la domination du Patriarcat.

C'est à la suite de ces aspirations nationalistes que les Bulgares les premiers se sont séparés du Fanar, en proclamant l'indépendance de leur église et en remplaçant dans leurs services religieux la langue grecque par la langue bulgare.

Les Albanais orthodoxes ont continué l'œuvre de séparation en proclamant l'unité de la nation albanaise composée d'orthodoxes et de musulmans. Un peu plus tard les Syriens, eux aussi, se joignirent à ce mouvement et déclarèrent être, non des Grecs, mais des Syriens.

Il était impossible que les Turcs orthodoxes d'Anatolie restassent plus longtemps indifférents à ce mouvement de séparation et d'indépendance, suite naturelle des courants et des aspirations nationalistes.

Aujourd'hui la séparation est faite, l'église orthodoxe turque a son entière indépendance.

*
* *

La séparation de l'église turque orthodoxe avec l'église du Fanar n'est pas due à la seule évolution de la conscience nationale; les intrigues et les ambitions politiques du Fanar ont été une des grandes causes de cette séparation. Les patriarches, surtout depuis quelques temps, ont com-

mencé à employer leur sacerdoce comme un élément ou comme une arme pour leurs ambitions politiques. Depuis cinquante ans l'Eglise du Fanar a pris toutes les allures d'un Comité politique ayant pour but de propager l'hellénisme et de servir l'intérêt qu'ont certaines puissances à semer le désordre et le trouble en Orient.

D'ailleurs c'est un sujet tellement connu que nous ne nous étendrons pas, mais pour donner une simple idée de la conduite du Fanar, nous nous contenterons de faire une petite comparaison entre son budget d'avant-guerre et celui d'après-guerre. Le budget d'avant-guerre comptait 22.000 livres turques, se répartissant entre :

- 1° Allocation du patriarcat ;
- 2° Allocation des fonctionnaires ;
- 3° Allocation des archevêques retraités ;
- 4° Aumônes ;

Le budget actuel s'élève à 287.690 livres turques. La raison de l'augmentation provient surtout des créations suivantes :

- 5° Cabinet de Conseil politique ;
- 6° Bureau de la presse ;
- 7° Prévoyance nationale ;
- 8° Frais de représentants en Europe ;
- 9° Frais des délégations politiques en Europe ;
- 10° Frais de correspondances avec les grandes puissances ;
- 11° Propagande ;
- 12° Allocations pour les activités politiques des prélats.

Un coup d'œil sur cette liste suffit à donner l'idée de l'activité du Fanar laquelle n'a rien de commun avec les devoirs spirituels. On comprendra aisément qu'un des buts du Fanar était de soulever de temps en temps ses ouailles, les Turcs orthodoxes, contre les Turcs musulmans pour fomenter des insurrections et pêcher en eau trouble.

Les Turcs orthodoxes, tout en prenant conscience de leur nationalité, commençaient à voir clair dans le jeu du Fanar qui, au lieu de leur prêcher la paix et l'amour divin suivant les préceptes du Christ, les armait contre les Turcs en leur inculquant la haine et la révolte...

Pourtant, le Patriarcat ne devait son existence et sa durée qu'à la générosité et à la tolérance des Turcs lesquels, même au temps du Padischah, alors qu'il n'y avait au monde aucune force pour leur tenir tête, n'avaient cessé de lui prodiguer hospitalité, appui et tolérance.

Bientôt les Turcs orthodoxes comprenaient que leur intérêt était loin de ces funestes et sanglantes intrigues; d'autre part ils entrevoyaient la vérité et savaient déjà que leur race était la même que celle des Turcs musulmans, et puis ils cherchaient la paix et la tranquillité. C'est pour toutes ces causes que la séparation de l'Eglise turque fut décidée.

Un des chefs qui a le plus travaillé pour la séparation et l'indépendance de l'église orthodoxe turque est le président de la circonscription culturelle de Keskin: Papas Eftim Effendi.

Papas Eftim Effendi est né d'une famille de race turque originaire d'Akdagh. De tout temps il se révoltait de voir l'église du Fanar employer la mission sacerdotale comme un moyen pour propager l'hellénisme. Il faisait tout son possible pour ne pas obéir aux ordres politiques du Fanar, et donnait des conseils à Papas Grigor Effendi, de la circonscription culturelle d'Akdagh pour l'empêcher de suivre les ordres de trahison.

Dans les lettres qu'il adressait à Grigor Effendi, il ne cessait de lui dire que les excitations subversives du Fanar, finiraient par retourner contre lui, qu'il était monstrueux de jeter l'un contre l'autre les frères de même race, mais de différentes religions, et que leur devoir, à eux, était d'empêcher, coûte que coûte, cette lutte.

Eftim Effendi croyait en outre, que le Christianisme ne devait pas comporter un Patriarcat, mais seulement des archevêchés. En 1921 il fit une tournée dans les communautés chrétiennes pour leur demander leur avis sur la séparation et l'indépendance de l'Eglise d'Anatolie. Partout, l'idée fut acceptée avec enthousiasme. Les intrigues du Patriarcat avaient mécontenté toutes les communautés chrétiennes de l'Anatolie. Celles-ci choi-

sirent comme représentant Eftim Effendi, du gouvernement d'Angora, pour poursuivre leur but de séparation et d'indépendance de l'Eglise d'Anatolie.

Il est très intéressant de remarquer que les chrétiens des régions occupées par les Alliés s'associèrent aussi à ce mouvement. Naturellement, les chrétiens des pays occupés par les Grecs furent empêchés de donner leur avis. Mais à Seuké par exemple, ville occupée par les Italiens, lors de la messe du Premier de l'An les habitants orthodoxes prièrent pour la victoire des Turcs et pour la délivrance des pays occupés dans l'église ornée de drapeaux ottomans.

Un premier Congrès réunissant les délégués de toutes les communautés orthodoxes d'Anatolie se réunit à la fin de juillet 1922 à Césarée sous la présidence de Meletios Effendi. Dans cette ville, ce Congrès décida la séparation de l'Eglise orthodoxe d'Anatolie d'avec le Patriarcat et proclama son entière indépendance. Après quoi le Congrès ayant approuvé l'activité d'Eftim Effendi, le pria de la continuer et décida de l'aider.

*
* *

Un projet de loi pour l'indépendance de l'Eglise orthodoxe d'Anatolie sera bientôt proposé à la Grande Assemblée nationale de Turquie.

Ce projet de loi, après avoir été préparé par le ministère de la Justice a été donné à Eftim Effendi, lequel l'a soumis à toutes les communautés. Eftim Effendi, après avoir modifié ce projet, d'après les avis des communautés, l'a rendu au ministère de la Justice qui a pris acte des modifications.

*
* *

Le grand archevêché de l'Eglise orthodoxe se trouve être l'église de Césarée fondée au troisième siècle avant J.-C. L'Eglise sera une assemblée composée de 12 évêques et d'un archevêque élu par toutes les églises.

La Thrace et Constantinople seront soumis entièrement à l'Eglise d'Anatolie.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT - PROPOS.	3
L'OCCUPATION MILITAIRE DE CONSTANTINOPLE	5
OUVERTURE DE LA GRANDE ASSEMBLÉE NATIONALE D'ANGORA	11
MUSTAPHA KEMAL PACHA	16
LE GOUVERNEMENT D'ANGORA.	28
LE DROIT DES MINORITÉS.	34
LA QUESTION DU PONT.	44
L'ÉGLISE ORTHODOXE TURQUE.	58

